

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1663

11 juillet 2013

SOMMAIRE

Aimée S.A.	79783	InnoventisConsulting S.A.	79787
APP S.à r.l.	79783	KPI Investment Property 55 S.à r.l.	79779
Aqua Planning S.A.	79783	KPI Investment Property 59 S.à r.l.	79778
Auto-Sport Shop s.à r.l.	79788	KPI Retail Property 39 S.à r.l.	79778
Axento S.A.	79788	KPI Retail Property 40 S.à r.l.	79779
Benvolio Investments S.A.	79786	Lasy S.A.	79780
Blackstone Real Estate Acquisitions S.à r.l.	79783	Le Premier VIII S.à r.l.	79778
BRE/Conrad S.à r.l.	79784	Letalux S.A.	79778
BRE/HVM S.à r.l.	79784	Logitrans Europ S.A.	79779
Burton Fininvest Holding S.A., SPF	79783	Loran Télécommunications S.A.	79780
CEC S.à r.l.	79787	Losch Claude S.à r.l.	79780
Celange s.à r.l.	79784	Marie-Laure S.à r.l.	79779
CF Fukoku Luxembourg S.A.	79784	Markeasy S.à r.l.	79781
Citio Sàrl	79786	Masaro Investments S.à r.l.	79778
CNPV Solar Power S.A.	79786	Megafin S.à r.l.	79781
Comtech Echternach S.à r.l.	79784	Menfashion Collections Modeagentur Klockner S. à r. l.	79779
Comtech Grevenmacher S.à r.l.	79784	Merifint Soparfi S.A.	79781
Cool & Co S.à r.l.	79788	Multi-Projects S.A.	79780
Credit Suisse Diversified Capital (Luxem- bourg) S.A.	79790	Natixis Environnement & Infrastructures Luxembourg S.A., en abrégé NEIL	79786
Credit Suisse Diversified Capital (Luxem- bourg) S.à r.l.	79790	Navistar Luxembourg Intellectual Proper- ty Company	79780
Cressida S.à r.l.	79785	NBIM Antoine S.à r.l.	79787
CYBERservices Luxembourg	79785	Shark S.A.	79782
DaVinci Services	79785	SOL S.A., SPF	79782
Eastern Garden S.à r.l.	79785	Spean Bridge Luxembourg Investments S.à r.l.	79781
Edgecliff Finance S.à r.l.	79785	Starten Partner S.A.	79818
Energreen Investment S.à r.l.	79785	Sud Immo Invest S.A.	79782
Entreprise de transports MICOLINO et Fils s.à r.l.	79789	Termogest Gestion S.à r.l.	79782
Etablissement Aloyse ROMMES S.à r.l. et Cie s.e.c.s.	79789	The Swatch Group SICAF-SIF	79824
Ets. Al. ROMMES (Gestion) S.à r.l.	79789	Toulouse Luxco	79782
Ets Jos Mosar S.à r.l.	79789	Toulouse Manager	79783
H-TEC AG	79789	Valletta S.A.	79823
Ibermar, s.à r.l.	79822	VPM S.A.	79782
Industrial and Plantation S.A.	79787	Wallis Estate	79823

Masaro Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 130.496.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MASARO INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013067835/11.

(130083746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

KPI Investment Property 59 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 124.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KPI Investment Property 59 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013067780/11.

(130083133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

KPI Retail Property 39 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 125.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KPI Retail Property 39 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013067781/11.

(130083138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Letalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 73.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Baptiste Brekelmans.

Référence de publication: 2013067789/10.

(130083357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Le Premier VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 117.991.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013067788/10.

(130083842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

KPI Investment Property 55 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KPI Investment Property 55 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013067777/11.

(130083137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

KPI Retail Property 40 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KPI Retail Property 40 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013067782/11.

(130083136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Marie-Laure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 29, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 97.988.

Les comptes annuels au 11.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Krieger Jean-Claude

Le Cabinet Comptable

Référence de publication: 2013067832/12.

(130083156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Menfashion Collections Modeagentur Klockner S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 66-70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 107.598.

Der Jahresabschluss vom: 31. Dezember 2009 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067822/10.

(130083677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Logitrans Europ S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 88.638.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013067801/10.

(130083519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Losch Claude S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 58, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 139.291.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067802/10.

(130083299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Multi-Projects S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 80.816.

Rectificatif au dépôt de bilan sous ref L130024188

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067852/11.

(130083280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Lasy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 177, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 62.258.

Extrait du Réunion de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Bertrange le 02 avril 2013

Résolution unique

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 177 rue de Luxembourg L-8077 BERTRANGE.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR L'ASSEMBLEE GENERALE

Signatures

Référence de publication: 2013067798/13.

(130083530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Navistar Luxembourg Intellectual Property Company, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 121.185.

Les comptes annuels au 31.10.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27. Mai 2013.

Référence de publication: 2013067859/10.

(130083350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Loran Télécommunications S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 75.228.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LORAN TELECOMMUNICATIONS S.A.

Paddock Corporate Services

Référence de publication: 2013067794/11.

(130083387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Markeasy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3750 Rumelange, 11, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 79.191.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013067834/14.

(130083827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Merifint Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 93.916.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013067838/12.

(130083107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Megafin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 149.284.

EXTRAIT

En date du 21 mai 2013, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Ivo Hemelraad, en tant que gérant B, est acceptée avec effet au 22 mai 2013.
- Monsieur Wim Rits, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant A de la société avec effet au 22 mai 2013 et ce pour une durée indéterminée
- Madame Barbara Neuerburg, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouveau gérant A de la société avec effet au 22 mai 2013 et ce pour une durée indéterminée.
- Monsieur Marijus Krisciunas, avec adresse professionnelle au 25, Ozo g., LTU -LT07150 Vilnius, est élu nouveau gérant B de la société avec effet au 22 mai 2013 et ce pour une durée indéterminée

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013067837/19.

(130083641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Spean Bridge Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 72.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067969/9.

(130083709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Shark S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 65.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067986/9.

(130083723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

SOL S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2319 Howald, 72, rue Dr J. Pfeffer.

R.C.S. Luxembourg B 151.982.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067995/9.

(130083279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

VPM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7220 Walferdange, 49, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 72.619.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068037/9.

(130083159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Termogest Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5241 Sandweiler, 56, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 171.074.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068017/9.

(130083780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Toulouse Luxco, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.808.

Les comptes annuels au 31 janvier 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068009/9.

(130083092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sud Immo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 95.455.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068001/9.

(130083734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Toulouse Manager, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.807.

Les comptes annuels au 31 janvier 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068012/9.

(130083388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Aimée S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 134.797.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068115/9.

(130084586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

APP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 24, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 70.924.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068123/9.

(130084148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Aqua Planning S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 3, ZI In den Allern.

R.C.S. Luxembourg B 94.575.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068124/9.

(130084559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Blackstone Real Estate Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 101.041.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068150/9.

(130084471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Burton Fininvest Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 70.441.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068155/9.

(130084070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

BRE/Conrad S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 118.246.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068168/9.

(130084384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

BRE/HVM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 119.277.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068169/9.

(130084330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Celange s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R.C.S. Luxembourg B 41.475.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068196/9.

(130084067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

CF Fukoku Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 105.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068202/9.

(130083983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Comtech Echternach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 32, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 145.827.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068218/9.

(130083984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Comtech Grevenmacher S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 28, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 80.626.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068219/9.

(130083985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Cressida S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 134.101.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068222/9.

(130084584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

CYBERservices Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 350.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 108.163.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068225/9.

(130084017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

DaVinci Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 4, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 172.876.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068227/9.

(130084251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Edgecliff Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 132.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068237/9.

(130084194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Energreen Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 162.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068238/9.

(130083957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Eastern Garden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6960 Senningen, 122, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 96.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068249/9.

(130084190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

CNPV Solar Power S.A., Société Anonyme Soparfi.

R.C.S. Luxembourg B 139.925.

HRT FIDALUX SA, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 41.178, agent domiciliataire de la société CNPV Solar Power S.A., une Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 139.925 (la «Société»), a décidé de dénoncer le siège de la Société avec effet au 27 mai 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 27 mai 2013.

Pour HRT FIDALUX S.A.

Référence de publication: 2013068215/14.

(130083956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Benvolio Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1218 Luxembourg, 33, rue Baudouin.

R.C.S. Luxembourg B 134.889.

EXTRAIT

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013068149/14.

(130084528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Citio Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.500,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.962.

EXTRAIT

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013068208/14.

(130084481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Natixis Environnement & Infrastructures Luxembourg S.A., en abrégé NEIL, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 124.233.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Natixis Environnement & Infrastructures Luxembourg SA, en abrégé NEIL

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013067856/11.

(130083528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

InnoventisConsulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6, Op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 170.309.

Extrait du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mai 2013

L'AGE a décidé, avec effet de ce jour, de:

- Révocation du Commissaire aux comptes

Il est décidé de révoquer la Société COMPAGNIE FIDUCIAIRE GENERALE S.A., en sa qualité de Commissaire aux comptes.

- Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes

La Société Kopalux Trust S.à r.l., immatriculée au RCS de Luxembourg sous numéro B 171.586, et établie à L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkerrech est nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et passé ce jour, le 17 mai 2013.

L'Administrateur délégué

Référence de publication: 2013067737/18.

(130083790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Industrial and Plantation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 18.601.

Extrait des résolutions de l'AGO tenue extraordinairement le 26 octobre 2012

Les mandats des administrateurs arrivant à leurs termes, l'assemblée générale a décidé de renouveler les mandats de Monsieur Jean Bernard Zeimet et de la société @Conseils Sarl, tous demeurant - étant établis au L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Le mandat du commissaire aux comptes, la société READ SARL (RCS B45083) a été également prolongé. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

L'assemblée acte de le changement d'adresse de M. Jean Bernard Zeimet, de la société @CONSEILS S.à R.L. et de la société READ S.à R.L. au 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Référence de publication: 2013067749/15.

(130083265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

NBIM Antoine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.389.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067862/10.

(130083261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

CEC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 39-41, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 164.432.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2013068194/11.

(130083943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Auto-Sport Shop s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7526 Mersch, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 102.138.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 28/05/2013.

Pour la société

C.F.N GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2013068136/17.

(130084515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Cool & Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rollach.

R.C.S. Luxembourg B 169.533.

Constatation de la cession de parts du 29 avril 2013

Suite à une convention de cession de parts sociales sous-seing privé, signée en date du 29 avril 2013, il résulte que le capital social de la société COOL & CO SARL, est désormais réparti comme suit:

Monsieur Caiado Gomes Antonio Manuel cède à la société COOL INVEST SARL ayant son siège social à 35 Rue J-F. Kennedy, L-7327 Steinsel, 250 parts sociales de la Société.

Monsieur Castanheiro Marques Fernando Manuel cède à la société COOL INVEST SARL, 250 parts sociales de la Société.

Monsieur Da Silva Ferreira José Carlos cède à la société COOL INVEST SARL, 250 parts sociales de la Société.

Total: 1 000 parts sociales

Fait à Sandweiler, le 29 avril 2013.

Référence de publication: 2013068220/17.

(130084286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Axento S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 121.993.

Extrait de la Résolution du Conseil d'administration, adoptée par voie circulaire, le 21 mai 2013

Conformément à l'article 11 des statuts d'Axento (la «Société») le Conseil d'administration prend la résolution suivante par voie circulaire:

- Le Conseil d'administration décide de nommer la Société Privée à Responsabilité Limitée Unipersonnelle «BDB Management», inscrite au registre de personnes morales de Bruxelles sous le numéro 0500.880.977, dont le siège social est sis à B-1140 Bruxelles, rue Colonel Bourg 127/129, représentée par son représentant permanent, Monsieur Benoît De Blicq, demeurant à B-1160 Bruxelles, 1945, Chaussée de Wavre, en qualité d'Administrateur-délégué, chargé de la gestion journalière, avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 27 mai 2013.

Pour AXENTO S.A.

Société anonyme

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013068138/20.

(130083916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Entreprise de transports MICOLINO et Fils s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4917 Bascharage, rue de la Continentale.

R.C.S. Luxembourg B 12.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068239/10.

(130084117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Etablissement Aloyse ROMMES S.à r.l. et Cie s.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-8308 Capellen, 25-27, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 12.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068240/10.

(130084088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Ets Jos Mosar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5691 Ellange, 39, Zone d'Activités Economiques Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 39.910.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 28 mai 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013068241/10.

(130084312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Ets. AI. ROMMES (Gestion) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1544 Luxembourg, 19, rue Funck-Brentano.

R.C.S. Luxembourg B 32.899.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068242/10.

(130084089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

H-TEC AG, Société Anonyme.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 8, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 42.533.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 14 mai 2013

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Pierre SCHILL, avec adresse professionnelle au 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, comme Président du Conseil d'Administration pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013068325/14.

(130084071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

**Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.A., Société Anonyme,
(anc. Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.à r.l.).**

Capital social: ZAR 1.800.090,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 143.901.

—
In the year two thousand thirteen, on the thirteenth day of May,

Before the undersigned, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of the shareholders of Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.à r.l (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 143.901, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit on 24 December 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 192 on 28 January 2009. The articles of incorporation have been modified for the last time pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 1 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 8 February 2011, under number 259.

The meeting is presided by Virginie Pierru, Private employee, professionally residing in L-2740 Luxembourg, in the chair, who appoints as secretary Géraldine Nucera, Private employee, professionally residing in L-2740 Luxembourg. The meeting elects as scrutineer Lauren Harris, Lawyer, professionally residing in L-1011 Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to reduce the Company's share capital by an amount of ZAR 200,010.- in order to bring it from its current amount of ZAR 2,000,100.- to ZAR 1,800,090.- by reducing the par value of each existing share from its current amount to ZAR 0.90 per share (the "Capital Reduction").

Modalities and Purpose of the Capital Reduction

The Capital Reduction will be effected by reducing the par value of each existing share to ZAR 0.90 per share. The Capital Reduction is to be effected without reimbursement to the shareholders by crediting the amount of the Capital Reduction to an available reserve of the Company (the "Distributable Reserve"); such Distributable Reserve may be distributed from time to time in part or in whole by decision of the competent organ of the Company to those shareholders of the Company which are shareholders of the Company at the time when the relevant decision to distribute part of or the whole Distributable Reserve is taken.

Reimbursement delay

According to article 69 (2) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "1915 Law"), which establishes a legal protection in favor of creditors of the Company, in case the share capital reduction is to be carried out by means of a repayment to shareholders or a waiver of their obligation to pay up their shares, creditors whose claims predate the publication of the minutes of the meeting in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) may, within 30 days from such publication, apply for the constitution of security to the judge presiding over the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters. The president may only reject such an application if the creditor already has adequate safeguards or if such security is unnecessary, having regard to the assets of the Company.

2. Decision to change the legal form of the Company, in order to transform it from a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) into a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), with continuity of the legal personality of the Company.

3. Decision to change the name of the Company to "Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.A.".

4. Decision to amend the corporate object (Article 3) of the Company as follows:

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements

of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector. On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector:

3.3.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.3.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.3.3 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property, assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision; and

3.3.4 to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

3.4 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

5. Decision to acknowledge the report established pursuant to Luxembourg law by KPMG Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.133.

6. Decision to fix the date of the annual general meeting of shareholders of the Company.

7. Decision to appoint the following persons as directors of the Company (altogether referred to as the "Board of Directors") until the annual general meeting of shareholders to be held in 2018:

(i) Mr. Robert ARCHBOLD, company director, born in Dublin, Ireland, on 14 July 1975, with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(ii) Mr. Claude NOESEN, company director, born in Luxembourg on 19 October 1958, with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(iii) Mr. Jorge PEREZ LOZANO, company director, born in Mannheim, Germany, on 17 August 1973, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

(iv) Ms. Polyxeni KOTOULA, company director, born in Athens, Greece on 30 November 1973, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

8. Decision to appoint KPMG Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.133., as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company until the next annual general meeting of shareholders to be held in 2018.

9. Decision (i) to acknowledge the report of the management of the Company concerning the limitation or cancellation of the preferential subscription right in the scope of the authorised capital; (ii) to renew and confirm to the Board of Directors of the Company, the authorisation given in relation to the authorized capital of the Company which would expire five years after the date of publication of this extraordinary general meeting of shareholders of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations; and (iii) to fix the authorized capital to the amount of ZAR 10,003,000,000 (in words: ten billion three million South African Rand) represented either by ordinary shares, preference shares or preferred equity stock certificates as determined by the Board of Directors in accordance with clause 6.2 of the articles of association of the Company.

10. Decision to restate the articles of association of the Company in order to adapt them to the new form of the Company and to amend the German translation of the Company's articles of association accordingly.

11. Miscellaneous.

II.- That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III.- That all the shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities.

IV.- That it appears from the attendance list that all registered shares representing the total share capital of the Company are present or represented at this meeting.

V.- That this meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes at the unanimity the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to reduce the Company's share capital by an amount of ZAR 200,010.- in order to bring it from its current amount of ZAR 2,000,100.- to ZAR 1,800,090.- by reducing the par value of each existing share from its current amount to ZAR 0.90 per share (the "Capital Reduction").

The shareholders resolve that the Capital Reduction will be effected by reducing the par value of each existing share to ZAR 0.90 per share.

The shareholders further resolve that the Capital Reduction shall be effected without reimbursement to the shareholders of the Capital Reduction proceeds by crediting the amount of the Capital Reduction to an available reserve of the Company (the "Distributable Reserve"). The shareholders resolve that such Distributable Reserve may be distributed from time to time in part or in whole by decision of the competent organ of the Company to those shareholders of the Company which are shareholders of the Company at the time when the relevant decision to distribute part of or the whole Distributable Reserve is taken.

Reimbursement delay

According to article 69(2) of the 1915 Law, which establishes a legal protection in favour of creditors of the Company, in case a share capital reduction is to be carried out by means of a repayment to shareholders or a waiver of their obligation to pay up their shares, creditors whose claims predate the publication of the minutes of the meeting in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) may, within 30 days from such publication, apply for the constitution of security to the judge presiding over the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters. The president may only reject such an application if the creditor already has adequate safeguards or if such security is unnecessary, having regard to the assets of the Company.

Second resolution

The shareholders resolve to change the legal form of the Company, in order to transform it from a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) into a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), with continuity of the legal personality of the Company.

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, the amortisations, the appreciations and the depreciations.

Third resolution

The shareholders resolve to change the name of the Company to "Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.A.".

Fourth resolution

The shareholders resolve to amend the corporate object (Article 3) of the Company so that it reads as follows:

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector. On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector: 3.3.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.3.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.3.3 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property, assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision; and

3.3.4 to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

3.4 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Fifth resolution

The shareholders resolve to acknowledge the report established by KPMG Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.133, which report has been made pursuant to Luxembourg law and concludes as follows:

"As a result of the work performed, we have the following comments on the net assets of the Company:

- The net assets of the Company as at March 31, 2013 amount to ZAR 1,903,697 (EUR 160,862 with an exchange rate of 11.83432 as at March 31, 2013).

Accordingly the value of the net assets is lower by ZAR 96,403 than the number and value of the shares to be converted as at March 31, 2013."

The shareholders acknowledged, however, that following the Capital Reduction approved in the first resolution above, the value of the net assets of the Company is equal to at least the new share capital of the Company following such capital reduction (i.e., ZAR 1,800,090.-) and is greater than EUR 31,000.

Sixth resolution

The shareholders resolve to fix the date of the annual general meeting of shareholders of the Company in order that it shall be held the last Friday in May of each year (unless such day is a public holiday, in which case on the next following business day) at 2:00 p.m. CET.

Seventh resolution

The shareholders resolve to elect the following individuals (previously "Managers" of the Company) as Directors for a maximum period of six (6) years, their mandate expiring on occasion of the annual general meeting of the shareholders to be held in 2018:

(i) Mr. Robert ARCHBOLD, company director, born in Dublin, Ireland, on 14 July 1975, with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(ii) Mr. Claude NOESEN, company director, born in Luxembourg on 19 October 1958, with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(iii) Mr. Jorge PEREZ LOZANO, company director, born in Mannheim, Germany, on 17 August 1973, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

(iv) Ms. Polyxeni KOTOULA, company director, born in Athens, Greece on 30 November 1973, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Eighth resolution

The shareholders resolve to appoint as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders to be held in 2018: KPMG Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.133.

Ninth resolution

The shareholders resolve (i) to acknowledge the report of the management of the Company concerning the limitation or cancellation of the preferential subscription right in the scope of the authorised capital; (ii) to renew and confirm to the Board of Directors of the Company, the authorisation given in relation to the authorized capital of the Company which would expire five years after the date of publication of this extraordinary general meeting of shareholders of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations; and (iii) to fix the authorized capital to the amount of ZAR 10,003,000,000 (in words: ten billion three million South African Rand) represented either by ordinary shares, preference shares or preferred equity stock certificates as determined by the Board of Directors in accordance with clause 6.2 of the articles of association of the Company.

Tenth resolution

The shareholders resolve to restate the articles of association of the Company in order to reflect the above and adapt them to the new form of the Company (including an amendment of the corporate object clause) and to amend the German translation of the Company's articles of association accordingly. Henceforth, the articles of association of the Company shall read as follows:

Preliminary Chapter - Definitions

In addition to the terms defined elsewhere in the present articles of association (the "Articles"), the following terms shall have the meaning assigned in this Preliminary Chapter.

"1915 Law" means the amended Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies.

"Available Amount" means, in accordance with article 72-1 and article 72-2 (as far as the interim dividends are concerned) of the 1915 Law, the funds equal to the amount of the profits at the end of the previous financial year and any profits carried forward and any amounts drawn from reserves which are available for that purpose, less any losses carried forward and sums to be placed in a reserve in accordance with the 1915 Law and these Articles, plus / minus (as the case may be), in relation to interim dividends, any profits or losses accrued in the current financial year, as shown in the relevant interim financial statements.

"B Preference Share" means a Share designated as a B Preference Share in these Articles and any Shareholder Agreement.

"Board of Directors" means the Board of Directors of the Company appointed in accordance with these Articles.

"Business Day" has the meaning ascribed to such term in any Shareholder Agreement or PESCs Terms and Conditions.

"Calculation Agent" means Credit Suisse AG, unless the Company elects to appoint another entity as Calculation Agent.

"Clause" means a clause of these Articles.

"Company Register" has the meaning ascribed to such term in Clause 7.1.

"Day Count Fraction" means the day count fraction specified as such in the PESCs Terms and Conditions.

"Director" means any member of the Board of Directors.

"Dividend Declaration Date" means in respect of the relevant PESC, the Dividend Declaration Date specified by the general meeting of the Shareholders in accordance with Clause 19.2 and the PESCs Terms and Conditions.

"Dividend Payment Date" means the Dividend Payment Date specified by the general meeting of the Shareholders in accordance with Clause 19.2 and the PESCs Terms and Conditions or, if no Dividend Payment Date is specified, the last day of each Dividend Period.

"Dividend Period" means in respect of a Dividend Payment Date, the period from (and including) the immediately previous Dividend Payment Date to (but excluding) the current Dividend Payment Date, provided, however that the first Dividend Period will commence on the PESCs Issue Date and terminate on the day preceding the first Dividend Payment Date following the PESCs Issue Date.

"Dividend Rate" means the dividend rate specified in the PESCs Terms and Conditions for the relevant PESCs Class.

"Ordinary Shares" means a Share designated as an Ordinary Share in these Articles and any Shareholder Agreement.

"Ordinary Shareholder" means any holder of Ordinary Shares.

"Outstanding PESCs" means any PESC which has not been redeemed in accordance with Clause 10.

"PESC Issue Price" means the issue price in respect of each PESC specified in the PESCs Terms and Conditions.

"PESC Notional Amount" means the notional amount in respect of a PESC consisting of the par value plus the premium in respect of such PESC, specified in the relevant PESCs Terms and Conditions.

"PESCs" means any class of non-voting redeemable shares designated as a preferred equity stock certificate ("PESC") in these Articles and any Shareholder Agreement (including any schedules thereto and any PESCs Terms and Conditions).

"PESCs Adjustment Event" means any one of the events referred to as an Adjustment Event in the PESCs Terms and Conditions.

"PESCs Capped Amount" means in respect of the Preference Dividends and/or the PESCs Redemption Amount, the amount defined as the Capped Amount in the PESCs Terms and Conditions.

"PESCs Class" means a PESCs Tranche together with any further PESCs Tranche(s) which are (i) expressed to be consolidated and form a single series; and (ii) terms and conditions of which are identical in all respects except for their respective PESCs Issue Dates and PESC Notional Amounts.

"PESCs Company Redemption Notice" a notice in writing, duly completed and delivered, as contemplated in Clause 10.2 and the PESCs Terms and Conditions.

"PESCs Early Redemption Amount" has the meaning ascribed to the term "Early Redemption Amount" in the PESCs Terms and Conditions.

"PESCs Early Redemption Date" means the date specified as such in a PESCs Company Redemption Notice, in a PESCs Shareholder Redemption Notice or in a PESCs Termination Notice.

"PESCs Issue Date" means in relation to a PESCs Tranche, the date specified as such in the PESCs Terms and Conditions and in Clause 5.3.

"PESCs Redemption Amount" means the redemption amount agreed in the PESCs Terms and Conditions as the price at which the redemption of the PESCs belonging to a specific PESCs Class shall occur pursuant to Clause 10.

"PESCs Redemption Date" means the date agreed in any Shareholder Agreement and in any PESCs Terms and Conditions as the date on which the redemption of PESCs belonging to a specific PESCs Class shall occur pursuant to Clause 10.

"PESCs Redemption Events" means those events (including, but not limited to Termination Events (as such term is defined in the PESCs Terms and Conditions)) upon the occurrence of which the PESCs may be redeemed as shall be agreed upon between the relevant PESCs Shareholders and the Company in the PESCs Terms and Conditions.

"PESCs Reference Portfolio Asset" means the portfolio of underlying instruments held by the relevant company, trust or other person in respect of a PESCs Class, together with any security provided in respect of such underlying instruments, as specified in the PESCs Terms and Conditions; for the avoidance of doubt, the PESCs Reference Portfolio Asset may be comprised of a single underlying instrument.

"PESCs Shareholder" means any holder of PESCs.

"PESCs Shareholder Redemption Notice" means a notice in writing, duly completed and delivered, as contemplated by the PESCs Terms and Conditions, by a PESCs Shareholder to the Company whereby a PESCs Shareholder requires the Company to redeem its PESCs.

"PESCs Termination Costs" means the costs incurred by the Company in respect of a redemption of the PESCs, as specified in the PESCs Terms and Conditions.

"PESCs Termination Notice" a notice in writing, duly completed and delivered, as contemplated in the PESCs Terms and Conditions which may be delivered on and at any time after the occurrence of a Termination Event (as such term is defined in the PESCs Terms and Conditions) in relation to a PESCs Class.

"PESCs Terms and Conditions" the relevant terms and conditions that may be entered into in this respect in addition to these Articles, and any other document supplementing (where relevant) any Shareholder Agreement as well any document containing the terms and conditions, in relation to the issuance of the relevant PESCs Class.

"PESCs Tranche" means in relation to any particular PESCs Class, all PESCs, the terms and conditions of which are identical in all respects and are issued or to be issued on the same PESCs Issue Date.

"Preference Dividend" means the term defined in Clause 19.3.1.

"Preference Shareholder" means any holder of Preference Shares.

"Preference Shares" means the B Preference Shares and any additional classes of Shares designated as Preference Shares in these Articles and any Shareholder Agreement (including any schedule thereto).

"Shareholder Agreement" means any shareholder agreement entered into from time to time between the Company and its Shareholders in relation to the Company.

"Shareholders" means the Ordinary Shareholders, the Preference Shareholders and the PESCs Shareholders and "Shareholder" means any of them.

"Shares" means any share issued from time to time by the Company and being either an Ordinary Share, a Preference Share or a PESC.

"Specified Currency" has the meaning ascribed to such term in any Shareholder Agreement or PESCs Terms and Conditions.

"Voting Shareholder" means any holder of Ordinary Shares and/or Preference Shares.

"Voting Shares" means the Ordinary Shares and Preference Shares.

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Form, Name.

1.1 The Company is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the 1915 Law) and by these Articles.

1.2 The Company exists under the name of "Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.A.".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The Board of Directors is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be

provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality, which will, notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad, including in particular but not limited to a branch in Switzerland.

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector. On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector:

3.3.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.3.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.3.3 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property, assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision; and

3.3.4 to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

3.4 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Authorized Capital, Form of shares, Redemption of shares

5. Capital.

5.1 The share capital of the Company may be represented by Ordinary Shares, Preference Shares and PESCs, with a par value of ZAR 0.90 (in words: ninety South African cents) each.

5.2 The Shares are in registered form.

5.3 The share capital is fixed at ZAR 1,800,090 (in words: one million eight hundred thousand ninety South African Rand), divided into 2,000,000 (in words: two million) B Preference Shares and 100 (in words: one hundred) Ordinary Shares with a par value of ZAR 0.90 (in words: ninety South African cents) each.

5.4 Each Share is indivisible.

5.5 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

5.6 In addition to the share capital, the Company may have one or several free share premium accounts into which any premium paid on any Share shall be allocated to the relevant class of Shares. The special premium reserve is at the free disposal of the Shareholders and the Board of Directors, as the case may be, and shall be available for distribution to the holders of the relevant Shares in relation to a decrease of the share capital, the repurchase of own shares, distribution as dividends, liquidation or any other transaction whatsoever resulting in a reimbursement of share premium or reserve without prejudice to any provisions contained in any Shareholder Agreement or any PESCs Terms and Conditions.

6. Authorized Capital.

6.1 The Company shall have an authorized share capital of an aggregate amount of ZAR 10,003,000,000 (in words: ten billion three million South African Rand) represented either by Ordinary Shares, Preference Shares or PESCs as determined by the Board of Directors in accordance with Clause 6.2 (the "Authorized Share Capital").

6.2 Within the limits of the Authorized Share Capital, the Board of Directors is authorized and empowered to realize any increase of the share capital, in one or several installments, by issuing either Ordinary Shares, Preference Shares or PESCs as determined by the Board of Directors only against payment in cash or in kind, by contribution of claims, by capitalization of reserves or in any other manner determined in any Shareholder Agreement.

6.3 The authorization granted in this Clause 6 to the Board of Directors to increase the share capital of the Company within the limits of the Authorized Share Capital will expire 5 (five) years after the publication of the articles of association of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and can be renewed by the extraordinary meeting of Shareholders in accordance with the applicable legal provisions.

6.4 The Board of Directors may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Shares and may issue the Shares to such persons and at such price with or without a share premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Board of Directors may determine.

6.5 The Board of Directors is authorized to do all things necessary to amend Clause 5 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to this Clause 6. The Board of Directors is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Ordinary Shares, Preference Shares or PESCs or to do all things necessary to amend Clause 5 of the Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to this Clause 6.

7. Register.

7.1 The Company shall keep at its registered office a register (the "Company Register") of the Shares in issue in the Company, which register must specify:

- 7.1.1 the precise designation of each Shareholder and the number of Shares held by him;
- 7.1.2 the payments made on the Shares;
- 7.1.3 transfers and the dates thereof;
- 7.1.4 any amendments made to the deed of incorporation of the Company.

7.2 Certificates evidencing the registration of holders of Shares in the Company in the Company Register may be delivered to each Shareholder.

7.3 In addition to the Company Register, the Company may keep, for any Shares, a register of PESCs Shareholders, a register of Preference Shareholders and a register of Ordinary Shareholders (the "Local Registers") in any foreign country in which the Company has an office (including share transfer or share registration office) or a branch.

8. Repurchase of shares. The Company may repurchase its own Shares within the limits set by the 1915 Law and these Articles.

9. Redemption of preference shares. Provided that such redemption is permitted in any Shareholder Agreement and made within the limits set by the 1915 Law and these Articles, the Company may redeem the Preference Shares on the terms and conditions laid down in any Shareholder Agreement.

10. Redemption of PESCS.

10.1 On the PESCs Redemption Date:

10.1.1 each PESC will, subject to the 1915 Law, these Articles and the PESCs Terms and Conditions, be redeemed in cash in the Specified Currency or in kind as provided by Clause 10.6 below, by the Company in accordance with article 49-8 of the 1915 Law;

10.1.2 in addition to the share premium paid on the PESCs, the Company may use the proceeds of a new issue made with a view to use such proceeds in order to redeem the PESCs, or the share premium existing on the Ordinary Shares or Preference Shares, in order to redeem the PESCs;

10.1.3 the Company shall be obliged to redeem the relevant PESCs for the aggregate PESCs Redemption Amount in respect of all PESCs to be redeemed, subject to Clause 10.1.4; and 10.1.4 the payment of the PESCs Redemption Amount as contemplated in Clause 10.1.3 shall be subject to the PESCs Redemption Amount not exceeding the PESCs Capped Amount.

10.2 Early Redemption Rights of the Company

The Company may elect to redeem all or, with the consent of the holders of the PESCs Class, any of such PESCs Class at any time on or before the PESCs Redemption Date and such early redemption right shall be exercised by the Company by serving a notice on the PESCs Shareholder pursuant to these Articles and the PESCs Terms and Conditions.

10.3 Redemption Events

The events which shall constitute PESC's Redemption Events (including, but not limited to Termination Events (as such term is defined in the PESC's Terms and Conditions)) shall be agreed upon between the relevant PESC's Shareholders and the Company in the PESC's Terms and Conditions.

10.4 Adjustments

10.4.1 Subject to the 1915 Law and as provided for in the relevant PESC's Terms and Conditions, a PESC's Shareholder may request an adjustment of the PESC's Redemption Amount, or any term of the PESC's Class which may be adjusted in accordance to the PESC's Terms and Conditions at any time on or before the PESC's Redemption Date in relation to a PESC's Class with such adjustment being applicable to all PESC's Shareholders of the particular PESC's Class involved.

10.4.2 The events which shall constitute a PESC's Adjustment Event in which a PESC's Shareholder may act in accordance with Clause 10.4.1 above shall be agreed upon by the relevant PESC's Shareholder and the Company in the PESC's Terms and Conditions.

10.5 Early Redemption Amounts

10.5.1 For the purposes of this Clause 10.5, the PESC's will be redeemed on the PESC's Early Redemption Date at the PESC's Early Redemption Amount calculated as follows:

(a) an amount equivalent to the PESC's Notional Amount or an amount calculated in the manner specified in the PESC's Terms and Conditions;

(b) less any PESC's Termination Costs.

10.5.2 The Company shall be obliged to redeem the relevant PESC's Class for the aggregate PESC's Early Redemption Amount referred to in Clause 10.5.1 above on the PESC's Early Redemption Date in respect of the PESC's Class being redeemed, subject to the PESC's Early Redemption Amount not exceeding the PESC's Capped Amount.

10.5.3 Where such calculation is made for a period which is not a whole number of years, it shall be calculated on the basis of the actual days elapsed divided by 365, or such other calculation basis as may be specified in the PESC's Terms and Conditions.

10.6 Alternative Discharge

10.6.1 If authorised in the PESC's Terms and Conditions, the PESC's Redemption Amount (or any portion thereof) may fully be discharged by the Company delivering in specie to the holder of a PESC's Tranche (i) any of the underlying instruments constituting the PESC's Reference Portfolio Asset, or (ii) any asset acquired by the Company with the proceeds of any such underlying instrument, or (iii) any asset acquired by the Company in settlement of any amount payable to the Company under any such underlying instrument, on a pro-rata basis.

10.6.2 If authorised in the PESC's Terms and Conditions, should the Company not have received, on the PESC's Redemption Date, in cash (for any reason whatsoever, including that the PESC's Redemption Date is a PESC's Early Redemption Date), an amount equivalent to the outstanding principal under the underlying instruments comprising the PESC's Reference Portfolio Asset, then the PESC's Redemption Amount shall be fully discharged by the Company paying or distributing to the PESC's Shareholders, in specie, all of the Company's rights to (i) the underlying instruments comprising the PESC's Reference Portfolio Asset, or (ii) all assets acquired by the Company with the proceeds of such underlying instruments, or (iii) all assets acquired by the Company in settlement of the amounts payable to the Company under such underlying instruments, subject to Clause 10.7 below, on a pro-rata basis.

10.7 The obligation of the Company to discharge the PESC's Redemption Amount on the PESC's Redemption Date or on the PESC's Early Redemption Date shall be subject to:

10.7.1 the Company having received payment from the holder of any applicable PESC's Termination Costs on the PESC's Early Redemption Date or on the PESC's Redemption Date (as the case may be); or

10.7.2 the holder providing the Company with an indemnity and security for such indemnity, each to the satisfaction of the Company in relation to any such PESC's Termination Costs.

For the avoidance of doubt, the Company shall be entitled to withhold the payment for the PESC's Redemption Amount until such time the requirement in Clause 10.7.1 or Clause 10.7.2 has been satisfied.

10.8 The in specie distributions contemplated by Clause 10.6.1 and 10.6.2 shall be effected in the manner set forth in the PESC's Terms and Conditions.

10.9 Notwithstanding any provisions to the contrary, the Company shall neither be entitled nor obliged to redeem the PESC's prior to the PESC's Redemption Date other than in the circumstances contemplated in this Clause 10 and in accordance with the 1915 Law.

11. Transfer of shares.

11.1 The Voting Shares will be transferable in accordance with the 1915 Law.

11.2 The PESC's of a specific PESC's Tranche are subject to a lock-up during a period of five (5) years as from the PESC's Issue Date as specified in Clause 5 (the "First Lock-Up Period"). During the First Lock-Up Period the PESC's may not be transferred.

11.3 Immediately after the First Lock-Up Period, the PESC's, without prejudice to Clause 11.4, will be subject to a subsequent lock-up during a period of five (5) years (the "Second Lock-Up Period"). During the Second Lock-Up Period

the PESCs may not be transferred. After the expiry of the Second Lock-Up Period, the PESCs are transferable in accordance with the provisions of the 1915 Law.

11.4 Each PESCs Shareholder may elect that the PESCs held by it shall not be subject to any transfer restriction during the Second Lock-Up Period. Such election shall be made by giving written notice to this effect to the Company (the "Notification") in a period beginning six weeks before the end of the First Lock-Up Period and ending two weeks before the end of the First Lock-Up Period. Upon receipt of a Notification, the Board of Directors shall convene an extraordinary meeting of the Shareholders of the Company to be held no later than at the last day of the relevant First Lock-Up Period for the purpose of amending the Articles to the effect that the PESCs Tranche in respect of which the Notification was made shall be freely transferable and will not be subject to Clause 11.3 during the Second-Lock-Up Period.

Chapter III. - Management, Board of directors, Independent Auditor

12. Management.

12.1 Unless the Company has only one Shareholder, the Company is managed by at least three Directors (collectively, the "Board of Directors" and each director, a "Director") appointed by a resolution of the general meeting of Shareholders. In case the Company has only one Shareholder, the Board of Directors can consist of one Director. The majority of Directors shall be resident in Luxembourg.

12.2 The Directors need not to be Shareholders.

12.3 Each Director shall be appointed by the general meeting of Shareholders for a term not exceeding six years.

12.4 A Director may be re-elected.

12.5 The Directors may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholder(s).

12.6 A legal entity may be a Director (a "Corporate Director"), in which case it must designate a permanent representative to perform that role in its name and on its behalf. The revocation by a Corporate Director of its representative is conditional upon the simultaneous appointment of a successor.

12.7 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders which will be asked to ratify such election.

12.8 In the event that a Director is appointed to replace a Director before the end of that Director's term of office, the Director appointed shall serve for the remainder of the term of office of the Director he replaces subject as provided in the 1915 Law.

13. Meetings of the board of directors.

13.1 In case of plurality of Directors, the meetings of the Board of Directors are convened by any Director.

13.2 The Board of Directors shall elect a Chairman from among its members. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

13.3 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. Meetings shall be convened with at least twenty-four (24) hour advance notice, unless in the event of an emergency. In cases where all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

13.4 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of the Directors (including the Chairman) are physically present in Luxembourg. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram or telefax another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

13.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

13.6 All meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg.

13.7 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that a majority of participating Directors is physically present in Luxembourg, that each participating Director is able to hear and to be heard by all other participating Directors whether or not using this technology, and each participating Director shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

13.8 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all Directors in person, with the majority of such Directors signing such circular resolutions in Luxembourg. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened.

13.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

13.10 In case the Company has only one director, Clauses 13.8 and 13.9 shall not apply and decisions of the sole Director shall be recorded in writing and signed by the sole Director.

13.11 Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the board thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting of Shareholders, before

any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

13.12 In derogation of Clause 13.11 above, if the Company has only one Director, transactions made between the Company and the sole Director having an interest conflicting with that of the Company only need to be mentioned in the written record of the decisions.

13.13 The provisions of the preceding paragraphs are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company or of the sole Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

14. General powers of the board of directors.

14.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the 1915 Law to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

14.2 The Board of Directors may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

14.3 The Board of Directors will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

15. Representation of the company.

15.1 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be bound by the signature of the sole Director, or in case the Company has three or more Directors, the signatures of any two (2) Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two Directors, but only within the limits of such power.

15.2 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case a daily manager has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the daily manager, but only within the limits of such power.

16. Independent Auditor(s).

16.1 The Company is supervised by one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé).

16.2 The general meeting of Shareholders appoints the independent auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six years. In case the external independent auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for six (6) years from the date of their election.

16.3 The independent auditors are re-eligible.

Chapter IV. - General Meeting of shareholders

17. Powers of the General Meeting of shareholders - Votes.

17.1 The PESCs do not carry any voting rights.

17.2 The PESCs Shareholder(s) are nevertheless entitled to vote in accordance with the 1915 Law and in particular at every general meeting of Shareholders called upon to deal with the following matters:

17.2.1 the issue of new shares carrying preferential rights other than pursuant to the Authorized Share Capital;

17.2.2 the determination of the preferential cumulative dividend attaching to the PESCs;

17.2.3 the conversion of PESCs into Voting Shares;

17.2.4 the reduction of the capital of the Company other than pursuant to a redemption;

17.2.5 any change to the Company's corporate object;

17.2.6 the issue of convertible bonds;

17.2.7 the dissolution of the Company before its term;

17.2.8 the conversion of the Company into a company of another legal form;

17.2.9 any matter which may affect the rights of the PESCs Shareholders;

17.2.10 a change to the nationality of the Company;

17.2.11 any change to the commitments of the Shareholders;

17.2.12 any increase in the Authorized Share Capital to the extent that it relates to the PESCs.

17.3 With respect to those decisions to be taken by the general meeting of Shareholders concerning the matters listed under Clause 17.2 above, the PESCs Shareholders shall have the same voting rights as the Voting Shareholders at all meetings.

17.4 Save as set forth above where PESCs Shareholders have voting rights, no account shall be taken of PESCs in determining the conditions as to quorum and majority at the general meeting of Shareholders.

17.5 For all meetings of Shareholders the following rules shall apply:

17.5.1 Each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with the voting rights attached to its Shares.

17.5.2 A Shareholder may be represented at a general meeting of Shareholders by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

17.5.3 The Board of Directors shall have the powers and obligations to adjourn a Shareholders' Meeting as set out in the 1915 Law.

17.5.4 The annual general meeting of Shareholders of the Company shall be held on the last Friday in May of each year (unless such day is a public holiday, in which case on the next following business day) at 2:00 p.m. CET.

17.5.5 The Board of Directors and the independent auditor may convene a general meeting of the Shareholders. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing with an indication of the agenda.

17.5.6 Convening notices for every general meeting of the Shareholders shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight days before the general meeting of the Shareholders to registered Shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with. The convening notices may be made only by registered letters.

17.5.7 If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

17.5.8 The Shareholders are entitled to participate in the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

18. Financial year.

18.1 The financial year of the Company begins on the first day of December and ends on the last day of November of each year or as agreed from time to time in any Shareholder Agreement (the "Financial Year").

18.2 At the end of each Financial Year, the Company's accounts are established by the Board of Directors and the Board of Directors prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

18.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

19. Distribution rights of shares.

19.1 Each year at least five per cent of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

19.2 After allocation to the legal reserve as prescribed in Clause 19.1 above, the general meeting of Shareholders will determine, in accordance with the 1915 Law and these Articles, the appropriation and distribution of net profits and distributable reserves. When declaring such dividends, the Shareholders may decide that such dividends are paid in one or more installments and they may also make the payment of such dividends or installments subject to such conditions as they may determine. If the payment of a dividend, or of an installment, is subject to a condition, then the Board of Directors, or any person delegated to this effect by the Board of Directors shall verify whether or not the conditions for the full payment of the dividend or installment have been satisfied and, if applicable, instruct the full or partial payment of such dividend or installment in accordance with the decision of the Shareholders. Except where otherwise provided for in Clause 20.3 below, no Shareholder shall have an entitlement to a dividend that has not been paid out, or not been paid out in full and any such unpaid dividend (or part of such dividend) shall be automatically allocated to the distributable reserves of the Company without the need for any further decision in this respect to be taken by the Shareholders. Any entitlement of a Shareholder to a declared, but unpaid dividend shall lapse if the relevant Share is redeemed.

The Board of Directors may resolve to pay interim dividends, which for the avoidance of doubt may take place on a quarterly basis, in accordance with the terms prescribed by the 1915 Law and Clause 19.1 above.

19.3 Dividend rights of the PESCs

19.3.1 In accordance with the general conditions set forth in Clause 19.1 above, and the PESCs Terms and Conditions and provided that there are Available Amounts and provided the allocation of such profits has been decided upon either at the general meeting of the Shareholders, or by the Board of Directors, in accordance with the 1915 Law, each PESCs shall confer upon its holder the right to receive a cumulative preference dividend (a "Preference Dividend"). For the avoidance of doubt, in accordance with Clause 19.2 and the 1915 Law, the Board of Directors or general meeting of the Shareholders shall resolve to pay quarterly dividends or interim dividends to the PESCs Shareholders and may pay Preference Dividends at its option during the relevant quarterly period, in accordance with the general conditions set forth in 19.2 above and provided that there are Available Amounts.

19.3.2 Each PESCs Shareholder shall be entitled to receive, in accordance with Clause 19.3.1, a Preference Dividend in priority to the payment of any dividend to the holders of Preference Shares and Ordinary Shares and accordingly, no dividend shall be paid to any holder of Preference Shares and Ordinary Shares for so long as any Preference Dividend that is payable to a PESCs Shareholder is in arrears or unpaid.

19.3.3 The entitlement of each PESCs Shareholder to a Preference Dividend shall rank *pari passu* with the corresponding entitlement of each of the other PESCs Shareholders, notwithstanding that such PESCs Shareholder may hold PESCs of a different PESCs Class.

19.3.4 The Preference Dividends payable on PESCs shall be calculated, declared and paid as follows:

(a) each PESCs shall confer upon the PESCs Shareholder the right to have the Preference Dividend declared and paid out of the profits of the Company or reserves available for distribution to the Shareholders as a preference dividend;

(b) a Preference Dividend shall be declared in accordance with Clause 19.2 on or before each applicable Dividend Declaration Date and each Preference Dividend shall be payable by the Company on or before the Dividend Payment Date or such other prior date in the sole discretion of the Company;

(c) For the purposes of calculating the Preference Dividend, applicable as per the relevant PESCs Terms and Conditions, and to be declared on or before each Dividend Declaration Date, the Preference Dividend shall be calculated by the Calculation Agent in arrears with reference to the relevant Dividend Declaration Date by the application of the formula referred to in the PESC Terms and Conditions; and

(d) the amount of the Preference Dividend to be declared as contemplated in Clause 19.3.4(b) above shall not exceed the PESCs Capped Amount, subject to the provisions of the PESCs Terms and Conditions.

19.4 Each Preference Dividend shall become payable in cash on the relevant Dividend Payment Date or in accordance with Clause 10.6 above provided that the Company has Available Amounts to pay the relevant Preference Dividend.

19.5 The dividend entitlement of the Ordinary Shareholder ranks behind the dividend entitlement of all other Shareholders.

20. Additional preference dividends.

20.1 In accordance with these Articles, the 1915 Law, and the PESCs Terms and Conditions, the Board of Directors or the general meeting of the Shareholders may resolve to pay additional dividends to the PESCs Shareholders (an "Additional Preference Dividend") pursuant to Clause 19.2 above and this Clause 20.

20.2 Subject to the PESCs Terms and Conditions, should the Company not have received an equivalent amount to any interest amount scheduled for payment under any underlying instrument constituting the PESCs Reference Portfolio Asset on or before the date corresponding with the Dividend Payment Date and in full, the amount of each Preference Dividend scheduled for payment on that Dividend Payment Date on each applicable Outstanding PESC shall proportionally be reduced by the amount of such unreceived interest. This reduction, however, may not result in the Preference Dividend being less than the Preference Dividend calculated pursuant to Clause 19.3.4(c) and Clause 19.3.4(d) and will not duplicate any effective reduction of the Preference Dividend in making the calculation contemplated by Clause 19.3.4(c) and 19.3.4(d).

20.3 Should the Company receive any interest payment on account of unreceived interest contemplated in Clause 20.2 above or additional interest by reason of non-receipt of such income on or before the redemption of the applicable Outstanding PESCs, each such Outstanding PESC shall confer upon the holder the right to be paid out of the profits or other funds of the Company available for distribution to the Shareholders an Additional Preference Dividend equal to a proportionate amount of the interest payment received by the Company.

20.4 Each Additional Preference Dividend shall be due for payment as provided in the PESCs Terms and Conditions.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation.

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

21.2 The Company may be put into dissolution by a decision of the general meeting of Shareholders taken pursuant to the same majority and voting requirements as for the amendment of the Articles.

21.3 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators appointed by the general meeting of Shareholders.

21.4 After (i) payment of all the debts and liabilities of the Company and (ii) constitution of the necessary provisions for payment of taxes and the remaining charges and expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed with priority to the PESCs Shareholders, and secondly to the Preference Shareholders in accordance with these Articles and the Shareholder Agreement. The Ordinary Shareholders, shall, however, retain a full participation right to any liquidation proceeds ranking behind the PESCs Shareholders and the Preference Shareholders.

Chapter VII. - Miscellaneous

22. Applicable law. All matters not dealt with in these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

23. Language. These Articles are drawn up in English and are followed by a translation into German. In case of divergence between the English text and the German translation, the English text shall prevail."

Statement.

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of Costs.

The above-named party has estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand eight hundred and forty six euros (EUR 1846).

Nothing else being in the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Am dreizehnten Mai des Jahres zweitausenddreizehn

Vor dem Unterzeichnenden, Maître Paul Decker, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

wird eine außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter der Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.à.r.l (nachstehend "Gesellschaft") abgehalten, eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg bestehende société à responsabilité limitée mit Sitz 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter B 143.901, gegründet nach einer von Maître Gérard Lecuit am 24. Dezember 2008 errichteten und am 28. Januar 2009 in dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 192 veröffentlichten Urkunde.

Die Satzung wurde zuletzt am 1. Dezember 2010 gemäß einer von Maître Paul Decker, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, errichteten und am 8. Februar 2011 in dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 259 veröffentlichten Urkunde geändert.

Die Hauptversammlung wird geleitet von Virginie Pierru, Privatbeamtin, geschäftsansässig in L-2740 Luxemburg, Vorsitzender, der Géraldine Nucera, Privatbeamtin, geschäftsansässig in L-2740 Luxemburg als Sekretär (Secretary) ernannt. Die Versammlung bestimmt Lauren Harris, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in L-1011 Luxemburg, als Prüfer (scrutineer).

Nachdem der Vorsitz der Versammlung bestimmt ist, ersuchte der Vorsitzende den Notar um folgende Beurkundung:

I. - Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung

1. Beschluss das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag von ZAR 200.010 zu reduzieren, um es von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von ZAR 2.000.100 auf ZAR 1.800.090 herabzusetzen, indem der Nennwert der bestehenden Aktien von seinem derzeitigen Betrag auf ZAR 0,90 je Aktie herabgesetzt wird ("die Kapitalherabsetzung").

Modalitäten und Zweck der Kapitalherabsetzung

Die Kapitalherabsetzung wird durch Reduzierung des Nennwerts der bestehenden Aktien auf ZAR 0,90 je Aktie erfolgen. Die Kapitalherabsetzung erfolgt ohne Rückzahlung an die Aktionäre, indem der Betrag der Kapitalherabsetzung einer verfügbaren Reserve der Gesellschaft ("Ausschüttungsfähige Reserve") angerechnet wird; diese Ausschüttungsfähige Reserve kann bei Gelegenheit teilweise oder als Ganzes durch Beschluss des zuständigen Organs der Gesellschaft an diejenigen Aktionäre der Gesellschaft, die zum fraglichen Zeitpunkt, an dem die Entscheidung zur ganz oder teilweisen Ausschüttung der Ausschüttungsfähigen Reserve getroffen wird, Aktionäre sind, ausgeschüttet werden.

Verzögerung der Rückzahlung

Artikel 69 Absatz 2 des Luxemburger Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der geänderten Fassung, ("Gesetz von 1915") gewährt den Gläubigern der Gesellschaft rechtlichen Schutz. Für den Fall, dass die Herabsetzung durch Rückzahlung an die Aktionäre oder durch Entbindung der Aktionäre von ihrer Verpflichtung, die Aktien einzuzahlen durchgeführt werden soll, können die Gläubiger, deren Forderung vor der Veröffentlichung des Beschlussesprotokolls im Luxemburger Amtsblatt (Mémorial C, Recueil de Sociétés et Associations) entstanden ist, innerhalb von 30 Tagen ab dieser Veröffentlichung bei dem Vorsitzenden Richter des in Handelssachen tagenden Bezirksgerichtes im Eilverfahren die Stellung von Sicherheiten beantragen. Der Vorsitzende kann diesen Antrag nur abweisen, wenn der Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder wenn solche in Anbetracht des Vermögens der Gesellschaft nicht notwendig sind.

2. Beschluss der Änderung der Rechtsform der Gesellschaft, um sie von einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht in eine Aktiengesellschaft (société anonyme) umzuwandeln, wobei die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft fortbesteht.

3. Beschluss zur Änderung des Namens der Gesellschaft in "Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.A.".

4. Beschluss zur Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft, wie folgt:

Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, Beteiligungen jeglicher Art an anderen luxemburgischen oder an ausländischen Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu erwerben und zu halten, beispielsweise durch Zeichnung oder Erwerb von Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlage, Übernahme einer Emission, Kauf oder Option, Begebung oder in sonstiger Weise, oder in Form von Schuldinstrumenten jeglicher Art, und die entsprechenden Portfolios zu verwalten, auszubauen und damit zu wirtschaften.

3.2 Zudem kann die Gesellschaft ihren Tochtergesellschaften oder anderen Gesellschaften, an denen sie unmittelbare oder mittelbare Rechte hält, oder die ihrerseits unmittelbare oder mittelbare Aktionäre der Gesellschaft sind, sowie Gesellschaften, die zum selben Konzern gehören (nachstehend "verbundene Gesellschaften") Unterstützung jeglicher Art gewähren, beispielsweise durch Darlehen, Garantien oder sonstiges, wobei die Gesellschaft nur Rechtsgeschäfte tätigen wird, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen. Ergänzend zur Unterstützung in der vorstehend genannten Weise kann die Gesellschaft ihren verbundenen Gesellschaften auch Unterstützung auf den Gebieten der Verwaltung und des Marketing gewähren.

3.3 Sofern es sich um Rechtsgeschäfte handelt, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen, kann die Gesellschaft insbesondere

3.3.1 Gelder oder Kredite aufnehmen, oder durch Ausgabe von Wandelanleihen oder sonstigen Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen, Zertifikaten oder anderen Schuldtiteln oder durch Einsatz von Finanzderivaten oder in sonstiger Art und Weise Mittel aufbringen;

3.3.2 zu Konditionen, die nach Auffassung der Gesellschaft angemessen sind, mit oder ohne Sicherheiten Gelder an luxemburgische oder ausländische Unternehmen ausreichen oder verleihen oder dort einlegen, solchen Unternehmen Kredite gewähren oder Schuldtitel solcher Unternehmen zeichnen oder erwerben;

3.3.3 innerhalb der nach geltendem Recht vorgegebenen Grenzen als Sicherheit für die Erfüllung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften Garantien abgeben, Pfandrechte bestellen oder Sicherheiten anderer Art gewähren, indem sie ein persönliches Versprechen abgibt, eine dingliche Sicherheit an einer Immobilie bestellt oder Unternehmen, Vermögen, (gegenwärtige oder künftige) Vermögenswerte ganz oder teilweise mittels einer oder mehrerer der vorstehend genannten Arten belastet; und

3.3.4 Verträge abschließen, insbesondere Gesellschaftsverträge, Übernahmeverträge, Marketingverträge, Managementverträge, Beratungsverträge, Verwaltungsverträge und andere Dienstleistungsverträge, Kaufverträge, Zins- und/oder Währungsswaps und andere Finanzderivatgeschäfte, die mit ihrem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen.

3.4 Ergänzend dazu kann die Gesellschaft alle rechtmäßigen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Geschäfte tätigen, und ganz allgemein sämtliche Transaktionen vornehmen, die zur Erreichung ihres Gesellschaftszwecks erforderlich oder sinnvoll sind, wie auch sämtliche Geschäfte, die unmittelbar oder mittelbar mit der Erreichung des Gesellschaftszwecks in allen oben genannten Bereichen in Zusammenhang stehen.

5. Beschluss zur Anerkennung des Berichts, der gemäß Luxemburger Recht von KPMG Luxembourg S.à r.l., einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter B 149.133, erstellt wurde.

6. Beschluss zur Festsetzung des Datums der Jahreshauptversammlung der Gesellschaft.

7. Beschluss zur Bestellung der folgenden Personen als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft (gemeinsam "Verwaltungsrat") bis zur Jahreshauptversammlung der Gesellschaft im Jahr 2018:

(i) Herr Robert ARCHBOLD, company director, geboren am 14. Juli 1975 in Dublin, Irland, geschäftsansässig in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;

(ii) Herr Claude NOESEN, company director, geboren am 19. Oktober 1958 in Luxemburg, geschäftsansässig in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;

(iii) Herr Jorge PEREZ LOZANO, company director, geboren am 17. August 1973 in Mannheim, Deutschland, geschäftsansässig in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg; und

(iv) Frau Polyxeni KOTOULA, company director, geboren am 30. November 1973 in Athen, Griechenland, geschäftsansässig in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.

8. Beschluss zur Ernennung von KPMG Luxembourg S.à r.l., einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter B 149.133, als unabhängiger Abschlussprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Gesellschaft bis zur nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschafter im Jahr 2018.

9. Beschluss (i) den Bericht der Geschäftsführung der Gesellschaft in Bezug auf die Begrenzung oder Aufhebung des Vorzugsrechts im Rahmen des genehmigten Kapitals zu bestätigen; (ii) die Vollmacht des Verwaltungsrats in Bezug auf das genehmigte Kapital zu bestätigen und um fünf Jahre ab der Veröffentlichung dieser außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations zu verlängern; und (iii) die Höhe des genehmigten Kapitals auf einen Betrag in Höhe von ZAR 10.003.000.000,- (in Worten: zehn Milliarden und drei Millionen Südafrikanischen Rand) festzulegen, welches durch Stammaktien, Vorzugsaktien oder bevorzugte Beteiligungszertifikate (preferred equity stock certificates) gemäß Festlegung des Verwaltungsrats im Einklang mit Artikel 6.2 der Satzung verbrieft werden kann.

10. Beschluss zur Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft zwecks ihrer Anpassung an die neue Rechtsform der Gesellschaft und zur entsprechenden Änderung der deutschen Übersetzung der Satzung der Gesellschaft.

11. Verschiedenes

II.- Dass die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter, die Stellvertreter der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Anteile in einer Anwesenheitsliste aufgeführt sind; die von den Stellvertretern der vertretenen Gesellschafter und dem Vorsitz der Versammlung unterzeichnete Anwesenheitsliste bleibt der vorliegenden Urkunde beigelegt, die zusammen mit dieser bei den Registrierungsbehörden eingereicht wird. Die Vollmachtsurkunden der vertretenen Gesellschafter, die von den Erschienenen ne varietur paraphiert sind, werden ebenfalls der vorliegenden Urkunde beigelegt.

III.- Dass alle Gesellschafter erklärt haben, dass sie im Voraus über die Tagesordnung der Versammlung ausreichend informiert wurden und auf alle Anforderungen und Formalitäten im Hinblick auf die Einberufung der Versammlung verzichtet haben.

IV.- Dass der Anwesenheitsliste zu entnehmen ist, dass alle das gesamte Stammkapital der Gesellschaft darstellenden Namensaktien (registered shares) bei dieser Versammlung anwesend oder vertreten sind.

V.- Dass diese Versammlung ordnungsgemäß konstituiert wurde und über alle Tagesordnungspunkte wirksam beraten kann.

Die Hauptversammlung fasst nach entsprechender Beratung sodann einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag von ZAR 200.010 zu reduzieren, um es von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von ZAR 2.000.100 auf ZAR 1.800.090 herabzusetzen, indem der Nennwert der bestehenden Aktien von seinem derzeitigen Betrag auf ZAR 0,90 je Aktie herabgesetzt wird ("die Kapitalherabsetzung").

Die Gesellschafter beschließen, dass die Kapitalherabsetzung durch Reduzierung des Nennwerts der bestehenden Aktien auf ZAR 0,90 je Aktie erfolgt.

Die Gesellschafter beschließen des Weiteren, dass die Kapitalherabsetzung ohne Rückzahlung an die Aktionäre erfolgt, indem der Betrag der Kapitalherabsetzung einer verfügbaren Reserve der Gesellschaft ("Ausschüttungsfähige Reserve") angerechnet wird. Die Gesellschafter beschließen, dass diese Ausschüttungsfähige Reserve bei Gelegenheit teilweise oder als Ganzes durch Beschluss des zuständigen Organs der Gesellschaft an diejenigen Aktionäre der Gesellschaft, die zum fraglichen Zeitpunkt, an dem die Entscheidung zur ganz oder teilweisen Ausschüttung der Ausschüttungsfähigen Reserve getroffen wird, Aktionäre sind, ausgeschüttet werden kann.

Verzögerung der Rückzahlung

Artikel 69 Absatz 2 des Gesetzes von 1915 gewährt den Gläubigern der Gesellschaft rechtlichen Schutz. Für den Fall, dass eine Herabsetzung des Grundkapitals durch Rückzahlung an die Aktionäre oder durch Entbindung der Aktionäre von ihrer Verpflichtung, die Aktien einzuzahlen durchgeführt werden soll, können die Gläubiger, deren Forderung vor der Veröffentlichung des Beschlussprotokolls im Luxemburger Amtsblatt (Mémorial C, Recueil de Sociétés et Associations) entstanden ist, innerhalb von 30 Tagen ab dieser Veröffentlichung bei dem Vorsitzenden Richter des in Handelssachen tagenden Bezirksgerichtes im Eilverfahren die Stellung von Sicherheiten beantragen. Der Vorsitzende kann diesen Antrag nur abweisen, wenn der Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder wenn solche in Anbetracht des Vermögens der Gesellschaft nicht notwendig sind.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Rechtsform der Gesellschaft zu ändern, d.h. sie von einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht in eine Aktiengesellschaft (société anonyme) nach Luxemburger Recht umzuwandeln, wobei die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft fortbesteht.

Das Stammkapital und die Rücklagen bleiben unangetastet; dies gilt ebenso für jede Position der Aktiva und Passiva, die Abschreibungen, Wertsteigerungen und Wertminderungen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, den Namen der Gesellschaft in "Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.A." zu ändern.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, den Gesellschaftszweck (Artikel 3) der Gesellschaft zu ändern, so dass er den folgenden Wortlaut hat:

Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, Beteiligungen jeglicher Art an anderen luxemburgischen oder an ausländischen Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu erwerben und zu halten, beispielsweise durch Zeichnung oder Erwerb von Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlage, Übernahme einer Emission, Kauf oder Option, Begebung oder in sonstiger Weise, oder in Form von Schuldsinstrumenten jeglicher Art, und die entsprechenden Portfolios zu verwalten, auszubauen und damit zu wirtschaften.

3.2 Zudem kann die Gesellschaft ihren Tochtergesellschaften oder anderen Gesellschaften, an denen sie unmittelbare oder mittelbare Rechte hält, oder die ihrerseits unmittelbare oder mittelbare Aktionäre der Gesellschaft sind, sowie Gesellschaften, die zum selben Konzern gehören (nachstehend "verbundene Gesellschaften") Unterstützung jeglicher Art gewähren, beispielsweise durch Darlehen, Garantien oder sonstiges, wobei die Gesellschaft nur Rechtsgeschäfte tätigen wird, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen. Ergänzend zur Unterstützung in der vorstehend genannten Weise kann die Gesellschaft ihren verbundenen Gesellschaften auch Unterstützung auf den Gebieten der Verwaltung und des Marketing gewähren.

3.3 Sofern es sich um Rechtsgeschäfte handelt, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen, kann die Gesellschaft insbesondere

3.3.1 Gelder oder Kredite aufnehmen, oder durch Ausgabe von Wandelanleihen oder sonstigen Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen, Zertifikaten oder anderen Schuldtiteln oder durch Einsatz von Finanzderivaten oder in sonstiger Art und Weise Mittel aufbringen;

3.3.2 zu Konditionen, die nach Auffassung der Gesellschaft angemessen sind, mit oder ohne Sicherheiten Gelder an luxemburgische oder ausländische Unternehmen ausreichen oder verleihen oder dort einlegen, solchen Unternehmen Kredite gewähren oder Schuldtitel solcher Unternehmen zeichnen oder erwerben;

3.3.3 innerhalb der nach geltendem Recht vorgegebenen Grenzen als Sicherheit für die Erfüllung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften Garantien abgeben, Pfandrechte bestellen oder Sicherheiten anderer Art gewähren, indem sie ein persönliches Versprechen abgibt, eine dingliche Sicherheit an einer Immobilie bestellt oder Unternehmen, Vermögen, (gegenwärtige oder künftige) Vermögenswerte ganz oder teilweise mittels einer oder mehrerer der vorstehend genannten Arten belastet; und

3.3.4 Verträge abschließen, insbesondere Gesellschaftsverträge, Übernahmeverträge, Marketingverträge, Managementverträge, Beratungsverträge, Verwaltungsverträge und andere Dienstleistungsverträge, Kaufverträge, Zins- und/oder Währungsswaps und andere Finanzderivatgeschäfte, die mit ihrem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen.

3.4 Ergänzend dazu kann die Gesellschaft alle rechtmäßigen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Geschäfte tätigen, und ganz allgemein sämtliche Transaktionen vornehmen, die zur Erreichung ihres Gesellschaftszwecks erforderlich oder sinnvoll sind, wie auch sämtliche Geschäfte, die unmittelbar oder mittelbar mit der Erreichung des Gesellschaftszwecks in allen oben genannten Bereichen in Zusammenhang stehen.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, den Bericht, der gemäß luxemburger Recht von KPMG Luxembourg S.à r.l., einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter B 149.133, erstellt wurde, anzuerkennen, wobei der Bericht wie folgt schließt:

"Auf der Grundlage unserer Arbeiten, haben wir die folgenden Anmerkungen bezüglich des Nettovermögens der Gesellschaft:

- Das Nettovermögen der Gesellschaft beträgt zum 31. März 2013 ZAR 1.903.697 (EUR 160.862,- bei einem Wechselkurs von 11,83432 zum 31. März 2013).

Dementsprechend ist der Wert des Nettovermögens um ZAR 96,403 niedriger als die Anzahl und der Wert der zum 31. März 2013 umzuwandelnden Aktien."

Die Gesellschafter bestätigen jedoch, dass, im Zuge der im ersten Beschluss genehmigten Kapitalherabsetzung, der Wert des Nettovermögens der Gesellschaft mindestens dem neuen Grundkapital der Gesellschaft nach erfolgter Kapitalherabsetzung (d.h., ZAR 1.800.090,-) entspricht und höher ist als EUR 31.000.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, das Datum der Jahreshauptversammlung der Aktionäre so festzusetzen, dass diese am letzten Freitag des Monats Mai eines jeden Jahres (soweit dieser Tag ein öffentlicher Feiertag ist, am nächstfolgenden Geschäftstag) 14.00 Uhr MEZ abgehalten werden soll.

Siebter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die folgenden Personen (zuvor "Geschäftsführer" (Managers) der Gesellschaft) für eine Amtszeit von höchstens sechs (6) Jahren als Verwaltungsratsmitglieder zu wählen, wobei deren Amtszeit anlässlich der Jahreshauptversammlung der Aktionäre im Jahr 2018 abläuft:

(i) Herr Robert ARCHBOLD, company director, geboren am 14. Juli 1975 in Dublin, Irland, geschäftsansässig in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;

(ii) Herr Claude NOESEN, company director, geboren am 19. Oktober 1958 in Luxemburg, geschäftsansässig in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;

(iii) Herr Jorge PEREZ LOZANO, company director, geboren am 17. August 1973 in Mannheim, Deutschland, geschäftsansässig in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg; und

(iv) Frau Polyxeni KOTOULA, company director, geboren am 30. November 1973 in Athen, Griechenland, geschäftsansässig in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.

Achter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, KPMG Luxembourg S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter B 149.133, als unabhängigen Abschlussprüfer (réviseur d'entreprises agréé) für eine Amtszeit bis zum Schluss der Jahreshauptversammlung der Gesellschafter im Jahr 2018 zu ernennen.

Neunter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, (i) den Bericht der Geschäftsführung der Gesellschaft in Bezug auf die Begrenzung oder Aufhebung des Vorzugsrechts im Rahmen des genehmigten Kapitals zu bestätigen; (ii) die Vollmacht des Verwaltungsrats in Bezug auf das genehmigte Kapital zu bestätigen und um fünf Jahre ab der Veröffentlichung dieser außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations zu verlängern; und (iii) die Höhe des genehmigten Kapitals auf einen Betrag in Höhe von ZAR 10.003.000.000,- (in Worten: zehn Milliarden und drei Millionen Südafrikanischen Rand) festzulegen, welches durch Stammaktien, Vorzugsaktien oder bevorzugte Beteiligungszertifikate (preferred equity stock certificates) gemäß Festlegung des Verwaltungsrats im Einklang mit Artikel 6.2 der Satzung verbrieft werden kann.

Zehnter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft neu zu formulieren, um sie an die neue Rechtsform der Gesellschaft (und an die Änderung des Gesellschaftszwecks) anzupassen und die deutsche Übersetzung der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern. Die Satzung der Gesellschaft wird künftig wie folgt lauten:

Einleitung - Definitionen

Neben den an anderer Stelle dieser Satzung ("Satzung") definierten Begriffen besitzen die nachfolgenden Begriffe die ihnen in dieser Einleitung zugewiesene Bedeutung.

"Gesetz von 1915" (1915 Law) ist das luxemburgische Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 (Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies) in der jeweils geltenden Fassung.

"Verfügbarer Betrag" (Available Amount) meint gemäß Artikel 72-1 des Gesetzes von 1915, und, sofern es um Zwischendividenden geht, gemäß Artikel 72-2 des Gesetzes von 1915, die Gewinne zum Ende des vorangegangenen Geschäftsjahres, vorgetragene Gewinne und Entnahmen aus Rücklagen, die insoweit zur Verfügung stehen, abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Beträge, die gemäß dem Gesetz von 1915 und der Satzung in die Reserven einzustellen sind; bezüglich Zwischendividenden gegebenenfalls zuzüglich/abzüglich etwaiger Gewinne oder Verluste des laufenden Geschäftsjahres, wie in den entsprechenden Zwischenberichten ausgewiesen.

"Vorzugsaktien B" (B Preference Share) sind alle Aktien dieser Klasse, die als solche in der Satzung und in einer Aktionärsvereinbarung (Shareholder Agreement) ausgewiesen sind.

"Verwaltungsrat" (Board of Directors) ist der gemäß dieser Satzung bestellte Verwaltungsrat der Gesellschaft.

"Geschäftstag" (Business Day) besitzt die diesem Begriff in einer Aktionärsvereinbarung oder den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs zugewiesene Bedeutung.

"Berechnungsstelle" (Calculation Agent) meint Credit Suisse AG, sofern die Gesellschaft nicht ein anderes Unternehmen beauftragt, welches dann die Aufgaben einer Berechnungsstelle übernimmt.

"Artikel" (Clause) ist jeder Artikel dieser Satzung.

"Gesellschaftsregister" (Company Register) hat die Bedeutung in Artikel 7.1.

"Zinstagequotient" (Day Count Fraction) ist der in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs angegebene Zinstagequotient.

"Verwaltungsratsmitglied" (Director) ist jedes Mitglied des Verwaltungsrats.

"Dividendenfestsetzungstermin" (Dividend Declaration Date) ist in Bezug auf die jeweiligen PESCs der Dividendenfestsetzungstermin, welcher von der Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit Artikel 19.2 festgesetzt wird und in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs angegeben ist.

"Dividendenzahltag" (Dividend Payment Date) ist der Dividendenzahltag, welcher von der Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit Artikel 19.2 festgesetzt wird und in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs angegeben ist; bzw. bei Fehlen einer Angabe zum Dividendenzahltag, der letzte Tag jeder Dividendenperiode.

"Dividendenperiode" (Dividend Period) meint in Bezug auf einen Dividendenzahltag den Zeitraum vom unmittelbar vorangegangenen Dividendenzahltag (einschließlich) bis zum gegenwärtigen Dividendenzahltag (ausschließlich); wobei allerdings die erste Dividendenperiode am PESCs-Ausgabetag beginnt und an dem Tag vor dem ersten Dividendenzahltag nach dem PESCs-Ausgabetag endet.

"Dividendensatz" (Dividend Rate) ist der in den Emissionsbedingungen für PESCs für die betreffende Klasse von PESCs festgelegte Dividendensatz.

"Stammaktien" (Ordinary Shares) ist jede in der Satzung und in einer Aktionärsvereinbarung als Stammaktie ausgewiesene Aktie.

"Inhaber von Stammaktien" (Ordinary Shareholder) ist jeder Inhaber von Stammaktien.

"In Umlauf befindliche PESCs" (Outstanding PESCS) meint PESCs, die nicht gemäß Artikel 10 zurückgenommen wurden.

"PESC-Ausgabepreis" (PESC Issue Price) ist der Ausgabepreis für eine PESC, wie in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs angegeben.

"PESC-Nominalbetrag" (PESC Notional Amount) ist der Nominalbetrag einer PESC, bestehend aus dem Nennwert zuzüglich der Prämie für die PESC, wie in den jeweiligen Emissionsbedingungen für PESCs angegeben.

"PESCs" (PESCs) ist jede nicht-stimmberechtigte, rücknahmefähige Klasse von Aktien, die als bevorzugte Beteiligungszertifikate (preferred equity stock certificates) in der Satzung und in einer Vereinbarung zwischen den Aktionären (einschließlich der insoweit vorhandenen Anhänge und der Emissionsbedingungen für PESCs) ausgewiesen ist.

"Zur Anpassung von PESCs berechtigendes Ereignis" (PESCs Adjustment Event) meint eines der entsprechenden, in den Emissionsbedingungen für PESCs genannten, zur Anpassung berechtigenden Ereignisse.

"Für PESCs vorgesehener Höchstbetrag" (PESCs Capped Amount) meint in Bezug auf die Vorzugsdividenden und/oder den PESCs-Rücknahmebetrag den in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs jeweils festgelegten vorgesehenen Höchstbetrag.

"Klasse von PESCs" (PESCs Class) ist eine PESCs-Tranche zusammen mit einer oder mehreren anderen PESCs-Tranchen, die (i) zusammengefasst werden und eine einzige Serie darstellen sollen; und (ii) für die, abgesehen von ihren jeweiligen PESCs-Ausgabtagen und PESC-Nominalbeträgen, in jeder sonstigen Hinsicht identische Regelungen gelten.

"Rücknahmemitteilung der Gesellschaft für PESCs" (PESCs Company Redemption Notice) ist eine gemäß Artikel 10.2 und den Emissionsbedingungen für PESCs ordnungsgemäß ausgefüllte und übermittelte schriftliche Mitteilung.

"Vorzeitiger Rücknahmebetrag für PESCs" (PESCs Early Redemption Amount) hat die dem Begriff "Vorzeitiger Rücknahmebetrag" (Early Redemption Amount) in den jeweiligen Emissionsbedingungen für PESCs zugeschriebene Bedeutung.

"Vorzeitiger Rücknahmetermin für PESCs" (PESCs Early Redemption Date) ist der in einer Rücknahmemitteilung der Gesellschaft für PESCs, Rücknahmemitteilung eines Inhabers für PESCs oder einer Kündigungserklärung für PESCs jeweils angegebene Termin.

"PESCs-Ausgabetag" (PESCs Issue Date) ist in Zusammenhang mit einer PESCs-Tranche der in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs und in Artikel 5.3 entsprechend angegebene Termin.

"PESCs-Rücknahmebetrag" (PESC Redemption Amount) ist der in einer Aktionärsvereinbarung und den Emissionsbedingungen für PESCs vereinbarte Preis, zu dem die Rücknahme der zu einer bestimmten Aktienklasse gehörigen PESCs gemäß Artikel 10 erfolgen soll.

"Rücknahmedatum für PESCs" (PESCs Redemption Date) ist das in einer Aktionärsvereinbarung und in den Emissionsbedingungen für PESCs vereinbarte Datum, zu dem die Rücknahme von zu einer bestimmten Aktienklasse gehörenden PESCs gemäß Artikel 10 erfolgen soll.

"Zur Rücknahme von PESCs berechtigende Ereignisse" (PESCs Redemption Events) sind Ereignisse (insbesondere zur Kündigung berechtigende Ereignisse (im Sinne der Definition dieses Begriffs in den Emissionsbedingungen für PESCs)), bei deren Eintritt die PESCs zurückgenommen werden können, wie zwischen den PESCs-Aktionären und der Gesellschaft in den den Emissionsbedingungen für PESCs geregelt.

"PESCs-Referenzportfoliovermögenswert" (PESCs Reference Portfolio Asset) meint das Portfolio der von der relevanten Gesellschaft, einem Trust oder einer anderen Person gehaltenen Basiswerte für eine Klasse von PESCs, samt der für diese Basiswerte bestellten Sicherheiten, wie in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs angegeben; klarstellend

wird an dieser Stelle festgehalten, dass der PESCs-Referenzportfoliovermögenswert aus einem einzelnen Basiswert bestehen kann.

"Inhaber von PESCs" (PESCs Shareholder) ist jeder Inhaber von PESCs.

"Rücknahmemitteilung eines Inhabers für PESCs" (PESCs Shareholder Redemption Notice) ist eine gemäß den Emissionsbedingungen von dem jeweiligen PESCs-Aktionär ordnungsgemäß ausgefüllte und an die Gesellschaft übermittelte schriftliche Mitteilung, in der der jeweilige PESCs-Aktionär die Gesellschaft zur Rücknahme seiner PESCs auffordert.

"Kosten bei Kündigung von PESCs" (PESCs Termination Costs) sind die Kosten, die bei der Gesellschaft im Falle einer Rücknahme der PESCs anfallen, wie in den Emissionsbedingungen für PESCs näher geregelt.

"PESCs-Kündigungserklärung" (PESCs Termination Notice) ist eine gemäß den Emissionsbedingungen für PESCs ordnungsgemäß ausgefüllte und übermittelte schriftliche Mitteilung, die jederzeit nach dem Eintritt eines hinsichtlich einer Klasse von PESCs zur Kündigung berechtigenden Ereignisses (wie in den Emissionsbedingungen für PESCs definiert) übermittelt werden kann.

"Emissionsbedingungen für PESCs" (PESCs Terms and Conditions) meint die Regelungen, die insoweit gegebenenfalls ergänzend zur Satzung vereinbart werden und andere Dokumente, die (gegebenenfalls) eine Aktionärsvereinbarung ergänzen, sowie andere Dokumente, die Regelungen für die Ausgabe der entsprechenden Klasse von PESCs enthalten.

"PESCs-Tranche" (PESCs Tranche) meint alle PESCs einer bestimmten PESCs-Klasse, für die in jeder Hinsicht identische Regelungen gelten, und die am selben PESCs-Ausgabebetrag ausgegeben wurden oder werden.

"Vorzugsdividende" (Preference Dividend) hat die in Artikel 19.4.1 definierte Bedeutung.

"Inhaber von Vorzugsaktien" (Preference Shareholder) ist jeder Inhaber von Vorzugsaktien.

"Vorzugsaktien" (Preference Shares) sind die Vorzugsaktien B und alle zusätzlichen in der Satzung und in einer Aktionärsvereinbarung (einschließlich der insoweit vorhandenen Anhänge) als Vorzugsaktien bezeichneten Aktienklassen.

"Aktionärsvereinbarung" (Shareholder Agreement) ist jede in Bezug auf die Gesellschaft jeweils zwischen der Gesellschaft und ihren Aktionären geschlossene Aktionärsvereinbarung.

"Aktionäre" (Shareholders) sind die Inhaber von Stammaktien, von Vorzugsaktien sowie von PESCs und der/ein "Aktionär" ist jeder einzelne von ihnen.

"Aktien" (Shares) sind alle jeweils von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien, gleich ob Stammaktien, Vorzugsaktien oder PESCs.

"Festgelegte Währung" (Specified Currency) hat die diesem Begriff in einer Aktionärsvereinbarung oder in den Emissionsbedingungen für PESCs zugeschriebene Bedeutung.

"Inhaber stimmberechtigter Aktien" (Voting Shareholders) sind Inhaber von Stammaktien und Vorzugsaktien.

"Stimmberechtigte Aktien" (Voting Shares) sind die Stammaktien und Vorzugsaktien.

Kapitel I. - Firma, Sitz, Gegenstand und Dauer

1. Form, Firma.

1.1 Die Gesellschaft wird hiermit als Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (société anonyme) gegründet, auf die die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg (insbesondere das Gesetz von 1915) und diese Satzung Anwendung finden.

1.2 Die Gesellschaft hat die Firma "Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.A.".

2. Sitz.

2.1 Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Stadt Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Sitz der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der außerordentlichen Hauptversammlung, der in der für Änderungen der Satzung vorgesehenen Weise gefasst wurde, an einen beliebigen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.3 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Stadt, in der die Gesellschaft ihren Sitz hat, zu ändern.

2.4 Sollten politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände eintreten oder vermutlich unmittelbar bevorstehen, die den normalen Geschäftsgang am Sitz der Gesellschaft oder die Kommunikation mit dem Ausland behindern würden, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die Situation sich normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet der vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft ins Ausland trifft der Verwaltungsrat.

2.5 Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland, insbesondere eine Niederlassung in der Schweiz unterhalten.

3. Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, Beteiligungen jeglicher Art an anderen luxemburgischen oder an ausländischen Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu erwerben und zu halten, beispielsweise durch Zeichnung oder Erwerb von Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlage, Übernahme einer Emission, Kauf oder Option, Bege-

bung oder in sonstiger Weise, oder in Form von Schuldinstrumenten jeglicher Art, und die entsprechenden Portfolios zu verwalten, auszubauen und damit zu wirtschaften.

3.2 Zudem kann die Gesellschaft ihren Tochtergesellschaften oder anderen Gesellschaften, an denen sie unmittelbare oder mittelbare Rechte hält, oder die ihrerseits unmittelbare oder mittelbare Aktionäre der Gesellschaft sind, sowie Gesellschaften, die zum selben Konzern gehören (nachstehend "verbundene Gesellschaften") Unterstützung jeglicher Art gewähren, beispielsweise durch Darlehen, Garantien oder sonstiges, wobei die Gesellschaft nur Rechtsgeschäfte tätigen wird, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen. Ergänzend zur Unterstützung in der vorstehend genannten Weise kann die Gesellschaft ihren verbundenen Gesellschaften auch Unterstützung auf den Gebieten der Verwaltung und des Marketing gewähren.

3.3 Sofern es sich um Rechtsgeschäfte handelt, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen, kann die Gesellschaft insbesondere

3.3.1 Gelder oder Kredite aufnehmen, oder durch Ausgabe von Wandelanleihen oder sonstigen Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen, Zertifikaten oder anderen Schuldtiteln oder durch Einsatz von Finanzderivaten oder in sonstiger Art und Weise Mittel aufbringen;

3.3.2 zu Konditionen, die nach Auffassung der Gesellschaft angemessen sind, mit oder ohne Sicherheiten Gelder an luxemburgische oder ausländische Unternehmen ausreichen oder verleihen oder dort einlegen, solchen Unternehmen Kredite gewähren oder Schuldtitel solcher Unternehmen zeichnen oder erwerben;

3.3.3 innerhalb der nach geltendem Recht vorgegebenen Grenzen als Sicherheit für die Erfüllung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften Garantien abgeben, Pfandrechte bestellen oder Sicherheiten anderer Art gewähren, indem sie ein persönliches Versprechen abgibt, eine dingliche Sicherheit an einer Immobilie bestellt oder Unternehmen, Vermögen, (gegenwärtige oder künftige) Vermögenswerte ganz oder teilweise mittels einer oder mehrerer der vorstehend genannten Arten belastet; und

3.3.4 Verträge abschließen, insbesondere Gesellschaftsverträge, Übernahmeverträge, Marketingverträge, Managementverträge, Beratungsverträge, Verwaltungsverträge und andere Dienstleistungsverträge, Kaufverträge, Zins- und/oder Währungsswaps und andere Finanzderivatgeschäfte, die mit ihrem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen.

3.4 Ergänzend dazu kann die Gesellschaft alle rechtmäßigen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Geschäfte tätigen, und ganz allgemein sämtliche Transaktionen vornehmen, die zur Erreichung ihres Gesellschaftszwecks erforderlich oder sinnvoll sind, wie auch sämtliche Geschäfte, die unmittelbar oder mittelbar mit der Erreichung des Gesellschaftszwecks in allen oben genannten Bereichen in Zusammenhang stehen.

4. Dauer.

4.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II. - Kapital, Genehmigtes Kapital, Aktienformen, Rücknahme von Aktien

5. Kapital.

5.1 Das Kapital der Gesellschaft kann aus Stammaktien, Vorzugsaktien und PESCs mit einem Wert von je ZAR 0,90 (in Worten: neunzig Südafrikanische Cent) bestehen.

5.2 Die Aktien lauten auf den Namen.

5.3 Das Kapital beträgt ZAR 1.800.090 (in Worten: eine Millionen achthundert tausend und neunzig Südafrikanische Rand) und ist aufgeteilt in 2.000.000 (in Worten: zwei Millionen) Vorzugsaktien der Klasse B und 100 (in Worten: einhundert) Stammaktien, jeweils mit einem Wert von ZAR 0,90 (in Worten: neunzig Südafrikanischen Cent).

5.4 Die Aktien sind unteilbar.

5.5 Eine Aktie kann auf den Namen von mehr als einer Person eingetragen sein, mit der Maßgabe, dass alle Inhaber einer Aktie der Gesellschaft schriftlich mitteilen, welche Person als Vertreter anzusehen ist; die Gesellschaft wird diesen Vertreter so behandeln, als sei er der Alleinaktionär hinsichtlich dieser Aktie, einschließlich für die Zwecke der Abstimmung, Dividenden- und anderer Zahlungsrechte.

5.6 Zusätzlich zum Kapital kann die Gesellschaft ein oder mehrere Aufgeldrücklagenkonten, in welche auf jede Aktie gezahltes Aufgeld zugeordnet werden soll und deren Gesamtwert für Ausschüttungen an die Eigentümer der relevanten Aktien im Zusammenhang mit einer Kapitalherabsetzung, dem Rückkauf eigener Aktien, Ausschüttungen als Dividende, Liquidation oder jede andere Transaktion wie auch immer resultierend in der Rückzahlung des Aufgeldes oder der Rücklage, vorbehaltlich der Bestimmungen von Aktionärsvereinbarungen oder Emissionsbedingungen für PESCs dem Verwaltungsrat und den Aktionären zur Verfügung stehen soll.

6. Genehmigtes Kapital.

6.1 Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital von insgesamt ZAR 10.003.000.000 (in Worten: zehn Milliarden und drei Millionen Südafrikanische Rand), welches durch Stammaktien, Vorzugsaktien oder PESCs gemäß Festlegung des Verwaltungsrats gemäß Artikel 6.2 verbrieft werden kann ("genehmigtes Kapital").

6.2 Im Rahmen des genehmigten Kapitals ist der Verwaltungsrat berechtigt und bevollmächtigt, eine ein- oder mehrmalige Erhöhung des Kapitals durch Ausgabe von Stammaktien, Vorzugsaktien oder PESCs gemäß Festlegung des Verwaltungsrats vorzunehmen, wobei dies nur gegen Barzahlung oder Sachleistung, durch Einbringung von Forderungen, die Umwandlung von Rücklagen in Aktienkapital oder auf andere in einer Aktionärsvereinbarung bestimmte Weise erfolgen darf.

6.3 Die dem Verwaltungsrat in dieser Artikel 6 gewährte Befugnis zur Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft im Rahmen des genehmigten Kapitals erlischt 5 (fünf) Jahre nach der Veröffentlichung der Satzung der Gesellschaft im *Mémorial C*, *Recueil des Sociétés et Associations* und kann durch eine außerordentliche Hauptversammlung gemäß den jeweils geltenden rechtlichen Bestimmungen verlängert werden.

6.4 Der Verwaltungsrat kann die Vorzugsrechte der Aktionäre zur Zeichnung der Aktien begrenzen oder aufheben und die Aktien an die Personen und zu den Preisen, mit oder ohne Aufgeld und eingezahlt als Sacheinlage oder in bar oder im Wege der Eintragung (incorporation) von Ansprüchen oder der Kapitalisierung von Rücklagen, ausgeben, die der Verwaltungsrat für angemessen hält.

6.5 Der Verwaltungsrat ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen, die notwendig sind, um Artikel 5 der aktuellen Satzung dahingehend zu ändern, dass sie die Änderung des Kapitals nach einer Erhöhung gemäß Artikel 6 widerspiegelt. Der Verwaltungsrat ist bevollmächtigt, die Maßnahmen zu ergreifen oder zu genehmigen, die für die Durchführung und Veröffentlichung der jeweiligen Änderung gemäß dem Gesetz von 1915 notwendig sind. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat einem ordnungsgemäß bevollmächtigten Verwaltungsratsmitglied oder einem Amtsträger der Gesellschaft oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungen und Zahlungen im Hinblick auf Stammaktien, Vorzugsaktien oder PESCs an- bzw. entgegenzunehmen oder alle Maßnahmen zu ergreifen, die notwendig sind, um Artikel 5 der aktuellen Satzung dahingehend zu ändern, dass sie die Änderung des Kapitals nach einer Erhöhung gemäß Artikel 6 widerspiegelt.

7. Register.

7.1 Die Gesellschaft führt an ihrem Sitz ein Register ("Gesellschaftsregister") der Aktien der Gesellschaft, das folgende Angaben enthalten muss:

7.1.1 die genaue Bezeichnung jedes Aktionärs und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien;

7.1.2 die im Hinblick auf die Aktien vorgenommenen Einzahlungen;

7.1.3 Übertragungen und Daten;

7.1.4 hinsichtlich der Gründungsurkunde der Gesellschaft vorgenommene Änderungen.

7.2 Den Aktionären können Bescheinigungen ausgestellt werden, die die Eintragung von Inhabern von Aktien der Gesellschaft im Gesellschaftsregister nachweisen.

7.3 Die Gesellschaft kann zusätzlich zu dem Gesellschaftsregister für alle Aktien ein Register der PESCs-Aktionäre, ein Register der Inhaber von Stammaktien und ein Register der Inhaber von Vorzugsaktien ("lokale Register") in jedem Land führen, in dem die Gesellschaft ein Büro unterhält (einschließlich Aktienübertragungs- oder Aktienregisterbüro) oder eine Niederlassung besitzt.

8. Rücknahme von Aktien und PESCS. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien innerhalb der Grenzen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung zurücknehmen.

9. Rücknahme von Vorzugsaktien. Die Gesellschaft kann PESCs und Vorzugsaktien zu den im Aktionärsvertrag bestimmten Bedingungen zurücknehmen, soweit eine solche Rücknahme laut einer Aktionärsvereinbarung zulässig ist und gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung erfolgt.

10. Rücknahme von PESCS.

10.1 Am Rücknahmedatum für PESCS

10.1.1 wird jede PESC vorbehaltlich des Gesetzes von 1915, dieser Satzung und der Emissionsbedingungen für PESCS von der Gesellschaft gemäß Artikel 49-8 des Gesetzes von 1915 in der festgesetzten Währung in bar oder gemäß Artikel 10.6 in Sachleistungen zurückgezahlt;

10.1.2 kann die Gesellschaft, zusätzlich zu dem auf die PESCS gezahlte Aktienagio, die aus einer Neuemission erhaltenen Einnahmen verwenden, um die PESCS oder das auf die Stammaktien oder die Vorzugsaktien gezahlte Aktienagio zurückzuzahlen, um die PESCS einzulösen;

10.1.3 ist die Gesellschaft vorbehaltlich Artikel 10.1.4 verpflichtet, die relevanten PESCS zum PESCS-Rücknahmebetrag für die gesamten PESCS zurückzunehmen; und

10.1.4 die Zahlung des PESCS-Rücknahmebetrags gemäß Artikel 10.1.3 darf den für PESCS vorgesehenen Höchstbetrag nicht übersteigen.

10.2 Rechte der Gesellschaft auf vorzeitige Rücknahme

Die Gesellschaft ist berechtigt, alle Klassen von PESCS, oder mit der Zustimmung der Inhaber der jeweiligen Klasse von PESCS, auch einzelne Klassen von PESCS jederzeit am oder vor dem planmäßigen Rücknahmedatum für PESCS zurückzunehmen; die Gesellschaft übt dieses Recht zur vorzeitigen Rücknahme durch Zustellung einer Mitteilung an den Inhaber der PESCS / PESCS-Aktionär gemäß dieser Satzung und den Emissionsbedingungen für PESCS aus.

10.3 Zur Rücknahme berechtigende Ereignisse

Die jeweiligen PESCs-Aktionäre und die Gesellschaft werden sich in den Emissionsbedingungen für PESCs über die Ereignisse einigen, die zur Rücknahme von PESCs berechtigende Ereignisse (insbesondere zur Kündigung berechtigende Ereignisse (gemäß der Definition in den Emissionsbedingungen für PESCs) darstellen.

10.4 Anpassungen

10.4.1 Vorbehaltlich des Gesetzes von 1915 kann der PESCs-Aktionär gemäß den Regelungen in den geltenden Emissionsbedingungen für PESCs zu oder vor dem Rücknahmedatum für PESCs jederzeit hinsichtlich einer Klasse von PESCs eine Anpassung des PESCs-Rücknahmebetrags oder einer anderen Bedingung der Klasse von PESCs beantragen, der gemäß den Emissionsbedingungen für PESCs angepasst werden kann, wobei eine solche Anpassung für alle PESCs-Aktionäre der betreffenden Klasse von PESCs gilt. 10.4.2 Die Ereignisse, die zur Anpassung von PESCs berechtigende Ereignisse darstellen, bei deren Eintritt ein PESCs-Aktionär gemäß Artikel 10.4.1 dieser Satzung vorgehen darf, werden von dem jeweiligen PESCs-Aktionär und der Gesellschaft in den Emissionsbedingungen für PESCs vereinbart.

10.5 Vorzeitige Rücknahmebeträge

10.5.1 Für die Zwecke dieses Artikels 10.5 werden die PESCs am vorzeitigen Rücknahmetermin für PESCs zum vorzeitigen Rücknahmebetrag für PESCs zurückgenommen, der sich wie folgt berechnet:

(a) ein Betrag, der dem PESCs-Nominalbetrag oder einem Betrag entspricht, der in der in den Emissionsbedingungen für PESCs genannten Weise berechnet wird;

(b) abzüglich der Kosten bei Kündigung von PESCs.

10.5.2 Die Gesellschaft ist verpflichtet, die relevante Klasse von PESCs zu dem in Artikel 10.5.1 genannten gesamten vorzeitigen Rücknahmebetrag für PESCs zu dem für die zurückgenommene Klasse von PESCs geltenden vorzeitigen Rücknahmetermin für PESCs zurückzunehmen; dies erfolgt unter dem Vorbehalt, dass der vorzeitige Rücknahmebetrag den für PESCs vorgesehenen Höchstbetrag nicht übersteigt.

10.5.3 Soweit eine solche Berechnung für Zeiträume erfolgt, bei denen es sich nicht um vollständige Jahre handelt, erfolgt sie auf der Grundlage der tatsächlich verstrichenen Tage dividiert durch 365, oder auf der in den Emissionsbedingungen für PESCs genannten Berechnungsgrundlage.

10.6 Alternative Zahlung

10.6.1 Sofern nach den Emissionsbedingungen für PESCs zulässig, kann die Gesellschaft den PESCs-Rücknahmebetrag (oder Teile desselben) vollumfänglich zurückzahlen, indem sie dem Inhaber einer PESCs-Tranche als Sachleistung in Form von Basiswerten einen entsprechenden Anteil am (i) PESCs-Referenzportfoliovermögenswert, oder (ii) einem beliebigen Vermögenswert, den die Gesellschaft mit dem Erlös aus einem solchen Basisinstruments erworben hat, oder (iii) einem beliebigen Vermögenswert, den die Gesellschaft im Zuge der Abwicklung von an die Gesellschaft gemäß eines solchen Basisinstruments zu zahlenden Betrags erworben hat, zukommen lässt.

10.6.2 Sofern nach den Emissionsbedingungen für PESCs zulässig, wird die Gesellschaft, wenn bei der Gesellschaft (gleich aus welchem Grund) zum Rücknahmedatum für PESCs (auch wenn das Rücknahmedatum für PESCs ein vorzeitiger Rücknahmetermin für PESCs ist) kein Barbetrag eingegangen ist, der dem ausstehenden Kapitalbetrag (principal) der Basiswerte entspricht, aus denen sich das PESCs-Referenzportfolio zusammensetzt, den PESCs-Rücknahmebetrag wirksam zahlen, indem die Gesellschaft den PESCs-Aktionären alle Rechte der Gesellschaft an (i) den Basiswerten, aus denen der PESCs-Referenzportfoliovermögenswert besteht, oder (ii) alle Vermögenswert, die die Gesellschaft mit dem Erlös aus einem solchen Basisinstruments erworben hat, oder (iii) alle Vermögenswerte, die die Gesellschaft im Zuge der Abwicklung von an die Gesellschaft gemäß eines solchen Basisinstruments zu zahlenden Beträge erworben hat, als Sachleistung anteilig überträgt oder ausgeschüttet; dies gilt vorbehaltlich Artikel 10.7 dieser Satzung.

10.7 Die Verpflichtung der Gesellschaft zur Erbringung des PESCs-Rücknahmebetrags am Rücknahmedatum für PESCs oder am vorzeitigen Rücknahmetermin für PESCs steht unter dem Vorbehalt:

10.7.1 dass die Gesellschaft etwaige Kosten bei Kündigung von PESCs zum vorzeitigen Rücknahmetermin für PESCs oder am Rücknahmedatum für PESCs (je nach Lage des Falles) bereits vom Inhaber erhalten hat; oder

10.7.2 dass der Inhaber die Gesellschaft hinsichtlich dieser Kosten bei Kündigung von PESCs in einer diese zufriedenstellenden Weise schadlos hält und eine Sicherheit für eine derartige Schadloshaltung bereitstellt.

Klarstellend wird an dieser Stelle festgehalten, dass die Gesellschaft solange zur Zurückhaltung der Zahlung des PESCs-Rücknahmebetrags berechtigt ist, bis die in Artikel 10.7.1 bzw. Artikel 10.7.2 genannten Voraussetzungen erfüllt sind.

10.8 Die in Artikel 10.6.2 geregelten Sachausschüttungen sind in der in den Emissionsbedingungen für PESCs genannten Weise vorzunehmen..

10.9 Ungeachtet abweichender Regelungen ist die Gesellschaft unter anderen als den in diesem Artikel 10 und im Gesetz von 1915 geregelten Umständen weder berechtigt noch verpflichtet, die PESCs vor dem Rücknahmedatum für PESCs zurückzunehmen.

11. Aktienübertragung.

11.1 Die stimmberechtigten Aktien sind übertragbar gemäß dem Gesetz von 1915.

11.2 Für die PESCs einer bestimmten PESCs-Tranche gilt eine Sperrfrist von fünf (5) Jahren ab dem PESCs-Ausgabetag gemäß Artikel 5 ("erste Sperrfrist" (First Lock-Up Period)). Bis zum Ablauf der ersten Sperrfrist dürfen die PESCs nicht übertragen werden.

11.3 Vorbehaltlich des Artikels 11.4 gilt unmittelbar nach der ersten Sperrfrist eine weitere Sperrfrist von fünf (5) Jahren für die PESCs ("zweite Sperrfrist" (Second Lock-Up Period)). Bis zum Ablauf der zweiten Sperrfrist dürfen die PESCs nicht übertragen werden. Nach Ablauf der zweiten Sperrfrist können die PESCs gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 übertragen werden.

11.4 Jeder Inhaber von PESCs kann die von ihm gehaltenen PESCs von Veräußerungsbeschränkungen während der zweiten Sperrfrist befreien lassen. Das entsprechende Wahlrecht wird durch entsprechende schriftliche Benachrichtigung an die Gesellschaft ("Benachrichtigung" (Notification)) innerhalb eines Zeitraums von sechs Wochen vor Ende der ersten Sperrfrist und zwei Wochen vor Ende der ersten Sperrfrist ausgeübt. Nach Eingang einer Benachrichtigung hält der Verwaltungsrat spätestens am letzten Tag der jeweiligen ersten Sperrfrist eine außerordentliche Hauptversammlung ab, um die Satzung zu ändern und darin vorzusehen, dass die PESCs-Tranche, bezüglich derer die Benachrichtigung erfolgte, frei übertragbar ist und die zweite Sperrfrist gemäß Artikel 11.3 nicht für sie gelten soll.

Kapitel III. - Geschäftsführung, Verwaltungsrat, Unabhängiger Abschlussprüfer

12. Geschäftsführung.

12.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch mindestens drei Verwaltungsratsmitglieder (gemeinsam, "Verwaltungsrat" und jeweils einzeln, "Verwaltungsratsmitglied") geführt, die durch Beschluss der Hauptversammlung bestimmt werden, es sei denn, die Gesellschaft hat nur einen Aktionär. Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär besitzt, kann der Verwaltungsrat aus einem Verwaltungsratsmitglied bestehen. Die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder muss in Luxemburg ansässig sein.

12.2 Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre sein.

12.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird von der Hauptversammlung für eine maximale Dauer von sechs Jahren bestellt.

12.4 Ein Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

12.5 Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit durch Beschluss des/der Aktionäre mit oder ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

12.6 Eine juristische Person kann Verwaltungsratsmitglied sein ("Juristische Person Als Verwaltungsratsmitglied") (Corporate Director). In einem solchen Fall muss die Juristische Person Als Verwaltungsratsmitglied -einen ständigen Vertreter benennen, der diese Aufgabe namens und im Auftrag der Juristischen Person Als Verwaltungsratsmitglied erfüllt. Die jeweilige Juristische Person Als Verwaltungsratsmitglied kann seinen Vertreter nur seines Amtes entheben, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger bestellt.

12.7 Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes oder Ausscheidens eines Mitglieds des Verwaltungsrats oder aus anderen Gründen frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung abhalten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt, bis die nächste Hauptversammlung stattfindet, die zur Bestätigung dieser Wahl aufgefordert wird. 12.8 Falls ein Verwaltungsratsmitglied vor der Beendigung der Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds als dessen Ersatz bestellt wird, wird das bestellte Verwaltungsratsmitglied dieses Amt für die restliche Amtszeit des Verwaltungsratsmitglieds, welches er ablöst, übernehmen, vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

13. Sitzungen des Verwaltungsrats.

13.1 Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, können die Sitzungen des Verwaltungsrats von einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied einberufen werden.

13.2 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Wenn der Vorsitzende nicht anwesend sein kann, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied vertreten, das zu diesem Zwecke aus der Mitte der bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern gewählt wird.

13.3 Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder einem beliebigen Verwaltungsratsmitglieds einberufen. Die Sitzungen des Verwaltungsrats müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden im Voraus einberufen werden; diese Frist gilt nicht für Notfälle. Falls alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung der Sitzung verbundenen Anforderungen und Formalitäten verzichten.

13.4 Der Verwaltungsrat kann nur wirksam zusammenkommen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder (einschließlich des Vorsitzenden) persönlich in Luxemburg anwesend ist. Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats handeln, indem es schriftlich, per Telegramm oder Telefax einen anderen Verwaltungsratsmitglied als seinen Stimmrechtsbevollmächtigten bestellt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen anderen Verwaltungsratsmitglied auch telefonisch zur Vertretung ermächtigen, was einer späteren schriftlichen Bestätigung bedarf..

13.5 Alle Beschlüsse des Verwaltungsrats bedürfen einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Abstimmungen ist im Fall von Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

13.6 Sämtliche Sitzungen des Verwaltungsrats sind in Luxemburg abzuhalten.

13.7 Video- und Telefonkonferenzen sind unter der Voraussetzung zulässig, dass eine Mehrheit der teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder persönlich in Luxemburg anwesend ist, dass sie alle anderen unter Einsatz oder Nicht-Einsatz der entsprechenden Technologie teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder hören und von diesen gehört werden können, womit jedes teilnehmende Verwaltungsratsmitglied als anwesend gilt und zur Abstimmung per Video oder Telefon ermächtigt ist.

13.8 Eine wirksame Beschlussfassung des Verwaltungsrats kann mit schriftlicher Zustimmung und persönlicher Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder im Umlaufverfahren erfolgen, wobei die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder die im Umlaufverfahren gefassten Beschlüsse in Luxemburg unterschreiben muss. Die Zustimmung kann in einem oder mehreren gesonderten Dokumenten enthalten sein, die per Fax, E-Mail, Telegramm oder Telex übermittelt werden. Auf diesem Wege gefasste Beschlüsse sind ebenso gültig und wirksam wie bei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats gefasste Beschlüsse.

13.9 Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrats wird vom Vorsitzenden oder von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet. Auszüge werden vom Vorsitzenden oder von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats beglaubigt.

13.10 Hat die Gesellschaft nur ein Verwaltungsratsmitglied, gelten Artikel 13.8 und 13.9 nicht und die Beschlüsse des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds sind schriftlich niederzulegen und von dem alleinigen Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

13.11 Ein Verwaltungsratsmitglied, das ein Interesse an einer Transaktion hat, die dem Verwaltungsratsrat zur Genehmigung vorgelegt wurde und die dem Interesse der Gesellschaft entgegensteht, teilt dem Verwaltungsrat dies mit und veranlasst, dass seine Erklärung im Protokoll der Sitzung festgehalten wird. An den entsprechenden Beratungen nimmt er nicht teil. Bei der nächsten Hauptversammlung wird vor der Abstimmung über einen anderen Beschluss gesondert über Transaktionen berichtet, an denen einer das Verwaltungsratsmitglied ein Interesse gehabt haben könnte, das dem Interesse der Gesellschaft entgegenstand.

13.12 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Verwaltungsratsratmitglied hat, müssen Transaktionen zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Verwaltungsratsratmitglied, an denen das alleinige Verwaltungsratsratmitglied ein Interesse hat, das dem Interesse der Gesellschaft entgegensteht, abweichend von dem vorstehenden Artikel 13.11 nur in der schriftlichen Aufzeichnung der Beschlüsse erwähnt werden.

13.13 Die Bestimmungen der vorstehenden Absätze gelten nicht, wenn die Beschlüsse des Verwaltungsrats der Gesellschaft oder des alleinigen Verwaltungsratsratmitglied laufende Geschäfte betreffen, die unter normalen Bedingungen abgeschlossen werden.

14. Allgemeine Befugnisse des Verwaltungsrats.

14.1 Dem Verwaltungsrat stehen die weitest möglichen Befugnisse zur Vornahme von Verwaltungs- und Verfügungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu. Sämtliche Befugnisse, die nach dem Gesetz von 1915 nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

14.2 Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben auf einen oder mehrere ad hoc-Bevollmächtigte übertragen.

14.3 Der Verwaltungsratsrat bestimmt über die Verantwortungsbereiche und (ggf.) die Vergütung, die Dauer der Bevollmächtigung, sowie über sonstige relevante Aspekte der Bevollmächtigung.

15. Vertretung der Gesellschaft.

15.1 Die Gesellschaft wird unter allen Umständen gegenüber Dritten durch die Unterschrift des alleinigen Verwaltungsratsratmitglieds oder in den Fällen, in denen die Gesellschaft drei oder mehr Verwaltungsratsratmitglieder hat, durch die gemeinsamen Unterschriften zweier (2) Verwaltungsratsratmitglieder oder durch die alleinige Unterschrift einer Person verpflichtet, die von zwei (2) Verwaltungsratsratmitgliedern mit einer solchen Zeichnungsbefugnis ausgestattet wurde, jedoch nur im Umfang der betreffenden Befugnis.

15.2 Eine Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten erfolgt ebenso, durch die alleinige Unterschrift des operativen tätigen Managers, wenn ein operativ tätiger Manager für die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts bestellt wurde, jedoch nur im Umfang der betreffenden Befugnis.

16. Unabhängige(r) Abschlussprüfer.

16.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren unabhängigen Abschlussprüfern überwacht (réviseur(s) d'entreprises agréé).

16.2 Die Hauptversammlung bestellt den/die unabhängigen Abschlussprüfer und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit. Die Amtszeit darf jedoch maximal sechs Jahre betragen. In den Fällen, in denen die externen Abschlussprüfer ohne Verweis auf die Länge ihrer Amtszeit bestellt werden, werden sie für sechs (6) Jahre ab dem Datum ihrer Bestellung gewählt.

16.3 Die externen Abschlussprüfer können wiedergewählt werden.

Kapitel IV. - Hauptversammlung

17. Befugnisse der Hauptversammlung - Abstimmungen.

17.1 Die PESCs sind nicht mit Stimmrechten verbunden.

17.2 Die PESCs-Aktionäre sind dennoch berechtigt, gemäß dem Gesetz von 1915 und insbesondere bei jeder Hauptversammlung abzustimmen, die zur Erörterung der nachstehenden Fragen einberufen wurde:

17.2.1 Ausgabe neuer Aktien mit Vorzugsrechten außerhalb der Bestimmungen über genehmigtes Kapital;

17.2.2 Festsetzung der auf die PESCs entfallenden kumulativen Vorzugsdividende (preferential cumulative dividend);

17.2.3 Umwandlung von PESCs in stimmberechtigte Aktien;

17.2.4 Herabsetzung des Kapitals der Gesellschaft außer bei einer Rücknahme;

17.2.5 Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft;

17.2.6 Ausgabe von Wandelanleihen (convertible bonds);

17.2.7 Auflösung der Gesellschaft vor Ende der vereinbarten Dauer ihres Bestehens;

17.2.8 Änderung der Rechtsform der Gesellschaft;

17.2.9 Angelegenheiten, die die Rechte der PESCs-Aktionäre beeinträchtigen können;

17.2.10 Änderung der Nationalität der Gesellschaft;

17.2.11 Änderung der Zahlungsverpflichtung (commitments) der Aktionäre;

17.2.12 Änderung des genehmigten Kapitals der Gesellschaft;

17.2.13 Jede Erhöhung des genehmigten Kapitals soweit sie die PESCs betrifft.

17.3 Wenn die Hauptversammlung zu den im vorstehenden Artikel 17.2 genannten Angelegenheiten einen Beschluss fasst, sind die PESCs-Aktionäre in gleicher Weise stimmberechtigt wie die Inhaber stimmberechtigter Aktien.

17.4 Außer in den vorstehend beschriebenen Fällen, in denen PESCs-Aktionäre stimmberechtigt sind, bleiben PESCs bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit und der Mehrheiten bei der Hauptversammlung außer Acht.

17.5 Für alle Hauptversammlungen gelten die folgenden Regeln:

17.5.1 Jeder Aktionär kann sich unabhängig von der Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Aktien an gemeinsamen Beschlüssen beteiligen. Jeder Aktionär besitzt die mit seinen Aktien verbundenen Stimmrechte.

17.5.2 Ein Aktionär kann sich bei einer Hauptversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder auf vergleichbarem Wege) bestellten Stellvertreter vertreten lassen, der kein Aktionär sein muss.

17.5.3 Der Verwaltungsrat besitzt die Befugnis und Verpflichtung, eine Hauptversammlung gemäß dem Gesetz von 1915 zu vertagen.

17.5.4 Die Hauptversammlung der Gesellschaft wird am letzten Freitag des Monats Mai eines jeden Jahres abgehalten (bzw., soweit dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, am nächsten Geschäftstag) um 14.00 Uhr MEZ.

17.5.5 Der Verwaltungsrat und der unabhängige Abschlussprüfer können eine Hauptversammlung der Aktionäre einberufen. Sie sind verpflichtet, eine Hauptversammlung so einzuberufen, dass sie innerhalb eines Monats abgehalten wird, wenn Aktionäre, die mehr als ein Zehntel des Kapitals repräsentieren, dies schriftlich unter Angabe der Tagesordnung verlangen.

17.5.6 Einladungen zu Hauptversammlungen der Aktionäre müssen die Tagesordnung enthalten und müssen in Form von Ankündigungen zweimal im Abstand von mindestens acht Tagen sowie acht Tage vor der Sitzung sowohl im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations als auch in einer luxemburgischen Zeitung veröffentlicht werden. Acht Tage vor der Hauptversammlung der Aktionäre sind Einladungen auf dem Postwege an die eingetragenen Aktionäre zu schicken; eines Nachweises, dass diese Formalität erfüllt wurde, bedarf es nicht. Die Einladung kann nur per Einschreiben erfolgen.

17.5.7 Wenn alle Aktionäre anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung einer Sitzung verbundenen Formalitäten verzichten und eine Sitzung kann ohne vorherige Einladung wirksam abgehalten werden.

17.5.8 Die Aktionäre sind berechtigt, über Videokonferenz oder Telekommunikationsmedien, anhand derer die Feststellung ihrer Identität möglich ist, an der Versammlung teilzunehmen; sie gelten für die Zwecke der Feststellung der Beschlussfähigkeit und Ermittlung der Mehrheit als anwesend. Diesbezüglich verwendete Kommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

18. Geschäftsjahr.

18.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Dezember und endet am letzten Tag des Monats November oder wie in der jeweiligen Aktionärsvereinbarung vereinbart ("Geschäftsjahr").

18.2 Am Ende eines jeden Geschäftsjahres erstellt der Verwaltungsrat den Jahresabschluss und ein Inventar mit dem Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

18.3 Jeder Aktionär hat das Recht, das obige Verzeichnis und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einzusehen.

19. Ausschüttung des Gewinns.

19.1 Jedes Jahr sind mindestens fünf Prozent des Nettogewinns in die gesetzlichen Rücklagekonten einzustellen. Eine solche Einstellung in die Rücklagen ist nicht mehr verpflichtend, sofern und solange die gesetzlichen Rücklagen mindestens ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft ausmachen.

19.2 Nach der wie in Artikel 19.1 vorgesehenen Zuteilung zu den gesetzlichen Rücklagekonten, bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung die Zuwendung und Ausschüttung der Nettogewinne und ausschüttungsfähigen Rücklagen. Bei der Ankündigung solcher Dividenden dürfen die Aktionäre beschließen, dass diese Dividenden in einer Zahlung oder mehreren Teilzahlungen ausbezahlt werden, und dass die Zahlung der Dividenden oder die Teilzahlungen der von ihnen festgesetzten Bedingungen unterliegt bzw. unterliegen. Wenn die Zahlung einer Dividende, oder eine Teilzahlung einer Bedingung unterliegt, soll der Verwaltungsrat oder eine von dem Verwaltungsrat hierzu bestimmte Person prüfen, ob die Bedingungen für die vollständige Ausbezahlung der Dividende oder der Teilzahlung erfüllt wurden, und, soweit anwendbar, die vollständige oder teilweise Zahlung der Dividende oder Teilzahlung im Einklang mit der Entscheidung der Aktionäre anweisen. Soweit nicht anders als in Artikel 20.3 bestimmt, soll kein Aktionär einen Anspruch auf eine Dividende, die nicht ausbezahlt oder nicht vollständig ausbezahlt wurde, haben, und eine solche unbezahlte Dividende (oder der Teil einer solchen Dividende) soll automatisch, ohne dass diesbezüglich eine weitere Entscheidung der Aktionäre getroffen werden muss, der ausschüttungsfähigen Rücklagen der Gesellschaft zugewiesen werden. Jeder Anspruch eines Aktionärs auf eine angekündigte, aber unbezahlte Dividende verfällt, wenn die betroffene Aktie zurückgezahlt wurde.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und Artikel 19.1 dieser Satzung Zwischendividenden auszuschütten; im Zweifel erfolgen diese Ausschüttungen vierteljährlich.

19.3 Dividendenrechte bei den PESCs

19.3.1 Gemäß den allgemeinen Bestimmungen des vorstehenden Artikels 19.1 und der Emissionsbedingungen für PESCs gewährt jede PESC ihrem Inhaber das Recht auf eine kumulative Vorzugsdividende ("Vorzugsdividende" (Preference Dividend)), sofern verfügbare Beträge vorhanden sind und gemäß dem Gesetz von 1915 über die Gewinnzurechnung von der Hauptversammlung beschlossen oder dem Verwaltungsrat entschieden wurde. Klarstellend wird an dieser Stelle festgehalten, dass der Verwaltungsrat oder die Hauptversammlung der Aktionäre gemäß Artikel 19.2 und dem Gesetz von 1915 beschließen können, vierteljährliche Dividenden oder Interimsdividenden an die PESCs-Aktionäre auszuschütten, und dass es während des jeweiligen Quartalszeitraums nach eigener Wahl gemäß dem vorstehenden Artikel 19.2 Vorzugsdividenden ausschütten kann, sofern verfügbare Beträge vorhanden sind.

19.3.2 Jeder PESCs-Aktionär hat gemäß Artikel 19.3.1 Anspruch auf eine Vorzugsdividende, die gegenüber Dividendenzahlungen an die Inhaber von Vorzugsaktien und Stammaktien vorrangig ist; mit der Folge, dass an Inhaber von Vorzugsaktien und Stammaktien keine Dividenden gezahlt werden, solange an PESCs-Aktionäre zu entrichtende Vorzugsdividenden rückständig oder noch nicht ausbezahlt sind.

19.3.3 Der Anspruch eines PESCs-Aktionärs auf eine Vorzugsdividende ist gleichrangig mit den entsprechenden Ansprüchen der anderen PESCs-Aktionäre; dies gilt auch, wenn die anderen PESCs-Aktionäre PESCs einer anderen Klasse von PESC halten.

19.3.4 Die auf PESCs zahlbaren Vorzugsdividenden werden wie folgt berechnet, festgesetzt und ausgezahlt:

(a) Jede PESCs gewährt ihrem jeweiligen PESCs-Aktionär einen Anspruch auf Festsetzung und Auszahlung der Vorzugsdividende aus solchen Gewinnen oder Rücklagen der Gesellschaft, die zur Ausschüttung von Vorzugsdividenden an die Aktionäre zur Verfügung stehen;

(b) eine Vorzugsdividende wird gemäß Artikel 19.2 an oder vor jedem maßgeblichen Dividendenfestsetzungstermin festgesetzt, und jede Vorzugsdividende ist an oder vor dem Dividendenzahlag, oder einem früheren Termin, den die Gesellschaft nach alleinigem Ermessen bestimmt, von der Gesellschaft zu zahlen;

(c) die Berechnung der an oder vor einem Dividendenfestsetzungstermin gemäß den Emissionsbedingungen für die PESCs festzusetzende Vorzugsdividende erfolgt durch die Berechnungsstelle unter Verweis auf den jeweiligen Dividendenfestsetzungstermin im Nachhinein (in arrears) und unter Anwendung der in den Emissionsbedingungen für die PESCs genannte Formel; und

(d) die gemäß Artikel 19.3.4 (b) festgesetzte Vorzugsdividende wird den für PESCs vorgesehenen Höchstbetrag nicht überschreiten; vorbehaltlich der Emissionsbedingungen für die PESCs.

19.4 Jede Vorzugsdividende ist an dem jeweiligen Dividendenzahlag in bar oder gemäß Artikel 10.6 auszuzahlen, sofern die Gesellschaft verfügbare Beträge zur Zahlung der jeweiligen Vorzugsdividende hat.

19.5 Der Dividendenanspruch des Inhabers von Stammaktien (Ordinary Shareholder) rangiert hinter dem Dividendenanspruch aller anderen Aktionäre.

20. Zusätzliche Vorzugsdividenden.

20.1 Gemäß dieser Satzung, dem Gesetz von 1915 und gemäß den Bestimmungen der Emissionsbedingungen für PESCs kann der Verwaltungsrat oder die Hauptversammlung der Aktionäre die Ausschüttung zusätzlicher Dividenden im Sinne von Artikel 19.2 und dieses Artikels 20 an die PESCs-Aktionäre beschließen ("zusätzliche Vorzugsdividende" (Additional Preference Dividend)).

20.2 Sind, vorbehaltlich der Emissionsbedingungen für die PESCs, geschuldete Zinszahlungen oder ein entsprechender Gegenwert in Zusammenhang mit Basiswerten, die Teile des PESCs-Referenzportfoliovermögenswerts darstellen, bei der Gesellschaft nicht an oder vor dem Dividendenzahltag vollständig eingegangen, wird der nicht eingegangene Zinsbetrag anteilig von allen zu diesem Dividendenzahltag planmäßig zu zahlenden Vorzugsdividenden auf in Umlauf befindliche PESCs anteilig abgezogen. Dieser Abzug darf jedoch nicht dazu führen, dass diese Vorzugsdividende geringer ist als die gemäß Artikel 19.3.3(c) und Artikel 19.3.4(d) berechnete Vorzugsdividende, und wird nicht zur Folge haben, dass bei der Berechnung, die in Artikel 19.3.4(c) und 19.3.4(d) vorgesehen ist, Abzüge von der Vorzugsrendite doppelt vorgenommen werden.

20.3 Erhält die Gesellschaft die in Artikel 20.2 der Satzung geregelten Zinszahlungen oder deswegen anfallende weitere Zinsen bei oder vor Rücknahme der jeweiligen in Umlauf befindlichen PESCs, gewährt jede dieser in Umlauf befindlichen PESCs dem Inhaber das Recht auf Auszahlung einer zusätzlichen Vorzugsdividende - die einem anteiligen Betrag der bei der Gesellschaft eingegangenen Zinszahlung entspricht - aus den Gewinnen oder aus zur Ausschüttung an die Aktionäre zur Verfügung stehenden Mitteln der Gesellschaft.

20.4 Jede zusätzliche Vorzugsdividende ist zur Zahlung fällig, wie in den Emissionsbedingungen für PESCs geregelt.

Kapitel VI. - Auflösung, Liquidation

21. Auflösung, Liquidation.

21.1 Die Gesellschaft wird wegen Todes, Außerkraftsetzung von Grundrechten (civil rights), Insolvenz oder Bankrott des Alleinaktionärs oder von einem der Aktionäre nicht aufgelöst.

21.2 Die Gesellschaft kann aufgrund eines Beschlusses der Hauptversammlung aufgelöst werden, für den dieselben Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Mehrheitsverhältnisse gelten, wie für die Änderung der Satzung.

21.3 Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, erfolgt die Abwicklung durch einen oder mehrere von der Hauptversammlung bestellte Liquidatoren.

21.4 Gemäß dieser Satzung und der Aktionärsvereinbarung (Shareholder Agreement) sind die Nettoliquidationserlöse nach (i) Zahlung sämtlicher Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft und (ii) Vornahme der notwendigen Rückstellungen für die Zahlung von Steuern und verbleibende Liquidationsgebühren und -kosten vorrangig an die PESCs-Aktionäre, anschließend an die Inhaber von Vorzugsaktien auszuschütten. Den Inhabern von Stammaktien bleibt jedoch ein vollumfängliches Recht auf Teilhabe an den Liquidationserlösen, wobei sie hier hinter den PESCs-Aktionären und den Inhaber von Vorzugsaktien rangieren.

Kapitel VII. - Verschiedenes

22. Geltendes recht. Für sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten gelten die Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

23. Sprache. Diese Satzung ist in englischer Sprache abgefasst und wird in die deutsche Sprache übersetzt. Bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung hat die englische Fassung Vorrang.

Erklärung

Der Notar, der die vorliegende Urkunde errichtet, erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind und bezeugt deren Erfüllung hiermit ausdrücklich.

Kostenschätzung

Die vorstehend genannte Partei hat die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind bzw. ihr in Rechnung gestellt werden, auf ca. ein tausend acht hundert sechs und vierzig Euro (EUR 1846) geschätzt.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung waren, wurde die Sitzung geschlossen.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Wunsch der obigen Erschienenen in englischer Sprache verfasst ist, und dem englischen Text eine deutsche Version folgt. Auf Wunsch derselben Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde an dem eingangs genannten Tag in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen, die dem Notar mit Familiennamen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, unterzeichneten die besagten Erschienenen gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde.

Signé: V. PIERRU, G. NUCERA, L. HARRIS, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mai 2013. Relation: LAC/2013/22245. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, Délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013068182/1568.

(130084626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Starten Partner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 177.436.

STATUTS

L'an deux mille treize, le quinze mai.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

SGG S.A., ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.906,

ici représentée par Madame Alexia UHL, résidant professionnellement à Luxembourg (la Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privée le 7 mai 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de «STARTEN PARTNER S.A.».

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient

une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième lundi du mois de juin, à 14:00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société.

9.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant le Conseil d'Administration déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

12.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 15. Commissaire(s).

15.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

15.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Affectation des Bénéfices.

17.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.3 des Statuts.

17.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

17.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 20. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013. La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Actionnaire Unique, pré qualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les trois cent dix (310) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros (EUR 950,-).

Résolutions de l'associé unique

L'Actionnaire Unique, pré qualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit, prend les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois) et celui des commissaires à 1 (un);

2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société:

(i) Monsieur Ahcène BOULHAIS, né le 12 décembre 1977 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

(ii) Monsieur Flavio MARZONA, né le 9 août 1971 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

(iii) Madame Anne-Marie GREGIS, née le 27 avril 1976 à Villefranche-sur-Saône (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

3. FIN-Contrôle S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230 est nommée commissaire de la Société;

4. le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société en 2018; et

5. le siège social de la société est fixé à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, celle-ci-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 mai 2013. LAC/2013/22473. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

Référence de publication: 2013067999/261.

(130083621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Ibermar, s.à .r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 117.818.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013069114/10.

(130085038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Wallis Estate, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 500.000,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 160.976.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 23 mai 2013

1. L'Assemblée Générale accepte la démission de Assets Invest Sprl, représentée par Monsieur Alex de Witte, de ses fonctions de gérant B avec effet au 02 avril 2013.

2. Le Conseil de gérance se compose désormais comme suit:

Gérants A

- Vincent Boutens Sprl, société à responsabilité de droit belge, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0465.152.810, ayant son siège social au 16, avenue Brugmann, B-1060 Bruxelles, représentée par Monsieur P. Vincent Boutens

- Pylos Europe N.V., société anonyme de droit belge, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0887.623.244, ayant son siège social au 16, avenue Brugmann, B-1060 Bruxelles, représentée par Monsieur Tom Deckers.

Gérants B

- Ramko Sprl, société à responsabilité de droit belge, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0472.784.136, ayant son siège social au 199, avenue Louise, B-1050 Bruxelles, représentée par Monsieur Edward De Nève

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013068044/24.

(130083153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Valletta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.017.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille treize, le dix-sept mai.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de "VALLETTA S.A.", établie et ayant son siège à L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal, constituée suivant acte du notaire Paul BETTINGEN de Niederanven en date du 29 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 127 du 19 janvier 2006, modifiée une dernière fois suivant acte du notaire Paul BETTINGEN de Niederanven du 12 décembre 2005, publié au dit Mémorial, Numéro 838 du 26 avril 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 111.017,

La société a été mise en liquidation suivant acte du notaire Roger ARRENSDORFF de Luxembourg du 8 mars 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, et le liquidateur a fait son rapport à l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé du 26 avril 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Davide MURARI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 30, boulevard Royal,

qui désigne comme secrétaire Aurélie BARTHELEMY, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 30 boulevard Royal,

L'assemblée choisit comme scrutateur Davide MURARI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 30, boulevard Royal,

Le Président expose d'abord que:

I.- La présente Assemblée générale a pour ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation;

2. Décharge du liquidateur et du commissaire à la liquidation;

3. Clôture de la liquidation;

4. Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir du jour de la clôture de la liquidation.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence ci-annexée.

Resteront pareillement annexées au présent acte d'éventuelles procurations d'actionnaires représentés.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que l'assemblée générale extraordinaire, tenue en date du 26 avril 2013, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire vérificateur à la liquidation, Madame Francesca DOCCHIO, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5 avenue Gaston Diderich.

Ces constatations faites et reconnues exactes par l'assemblée, celle-ci aborde son ordre du jour et entend le rapport du commissaire à la liquidation sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation et à la décharge du liquidateur.

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve d'abord les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à KINGDALE RESEARCH & DEVELOPMENT LLC, établie et ayant son siège à 2120 Carey Avenue, 82001 Cheyenne (WY)-USA, inscrite au registre du commerce du Wyoming sous le numéro 2004-00478085, de sa gestion de liquidateur de la société.

L'assemblée donne ensuite décharge au commissaire à la liquidation pour l'exécution de son mandat.

L'assemblée prononce finalement la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme VALLETTA S.A. a cessé d'exister à partir de ce jour et décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans au siège social de la société.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: MURARI, BARTHELEMY, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 mai 2013. Relation: LAC / 2013 / 22714. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013068032/62.

(130083782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

The Swatch Group SICAF-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5835 Alzingen, 10, rue Hondsbreck.

R.C.S. Luxembourg B 48.081.

—
EXTRAIT

En date du 23 avril 2013, l'assemblée générale annuelle de la Société a réélu

1) comme membres du conseil d'administration de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en l'année 2014:

Madame Florence Ollivier-Lamarque

Monsieur Peter Steiger

Monsieur Thierry Kenel

Monsieur Patrick Reuter

Monsieur Claude Schmitz

2) comme réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en l'année 2014:

PricewaterhouseCoopers 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068073/21.

(130083678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.
